

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 277
28 novembre 1988

**AMERIQUE
LATINE**
Le tigre bleu
et la terre
promise

ECOLOGIE
Le marxisme
sur les greens

PALESTINE
L'Etat
et la résolution



TURQUIE
Grèves de la faim

15 FF - 4 FS - 85 FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Editée par Presse-Edition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 277

Du 28 novembre 1988

3 PALESTINE
La proclamation de l'Etat palestinien
Salah JABER

4 AMERIQUE LATINE
Le tigre bleu et la terre promise
Eduardo GALEANO

8 500 ans de pillage
DOCUMENT de la CCP

9 FEMMES-IRLANDE
Combattre sur deux fronts
Interview de *Sue PENTEL*

11 ECOLOGIE
Le marxisme sur les greens
Jurrian BENDIAN

14

16 TURQUIE
Grèves de la faim, grèves des affamés
Erdal TAN

20 EL SALVADOR
Pain, terre, travail et liberté
Ken CUNNINGHAM

22 Choisir le moment décisif
Interview de *René RODRIGUEZ*

24 UNION SOVIETIQUE
Le bureaucrate et le mafioso
Eric LAURENT

25 Les racines et l'arbre
Guennadi KHOKHRIKOV



27 BRESIL : Importante victoire du Parti des travailleurs ; GRANDE-BRETAGNE : Cinquante ans de IVe Internationale ; ISRAEL : Pétition pour Michel Warschawski ; ETAT-ESPAGNOL : Mobilisations contre la "Mili" ; NICARAGUA : Cyclone Joan : un désastre écologique ; HONGRIE : Le parlement ratifie le projet de Nagymaros.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

A nos abonnés

— Certains d'entre-vous ont dû nous faire parvenir leur renouvellement d'abonnement ces derniers temps. Mais nous avons encore beaucoup de retard de courrier et vos chèques ne nous sont pas toujours encore parvenus.

Nous vous prions de nous signaler les numéros qui vous manquent, nous vous les faisons parvenir dès que possible.

Notre prochain numéro sera le dernier de l'année. Il comprendra l'index des articles parus en 1988 et aura 36 pages.

La rédaction

ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune.....

Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -
Tél : 45.32.06.23

La proclamation de l'Etat palestinien

RAREMENT événement politique aura-t-il suscité une convergence aussi paradoxale de réactions positives ! La 19e session du Conseil nationale palestinien (CNP) de l'OLP, qui s'est tenue à Alger du 12 au 15 novembre, a provoqué l'espérance et un regain de combativité de la majorité des masses de Cisjordanie et de Gaza en lutte contre l'occupation sioniste. La même session du CNP s'est vu décerner un satisfecit unanime des puissances impérialistes, depuis le "c'est très, très bon" de George Bush, jusqu'à la salutation officielle de la CEE.

Salah JABER

QUIPROQUO monumental ou réactions croisées à des décisions différentes, elles-mêmes contradictoires ? En réalité, la direction bourgeoise de l'OLP a transmis, au nom du CNP, deux messages divergents destinés à deux audiences antagoniques. Le premier message était adressé aux masses de l'intifada : Arafat a proclamé "au nom de Dieu et du peuple arabe palestinien, l'instauration de l'Etat de Palestine". Il répondait ainsi à l'attente des habitants de Cisjordanie et de Gaza, dont le soulèvement contre l'occupant entame, ce 9 décembre, sa deuxième année.

L'objectif de l'intifada

L'objectif central, immédiat presque, de l'intifada est d'obtenir l'évacuation par les sionistes des territoires qu'ils occupent depuis juin 1967, sans pour autant que ceux-ci retombent sous la tutelle répressive d'un quelconque régime arabe. Elle aspire à l'instauration d'un pouvoir palestinien libre sur ces portions de la Palestine où les Arabes palestiniens sont encore l'écrasante majorité, après plus de vingt ans d'occupation et de colonisation. Elle s'est dotée des organes d'un véritable pouvoir clandestin : les comités populaires qui organisent le combat des masses à la base, mais aussi divers aspects de leur vie au quotidien, et qui sont coiffés par une Direction patriotique unifiée, cartel des tendances agissantes sur le terrain et représentées au sein de l'OLP à l'extérieur.

La proclamation par l'OLP de l'Etat palestinien, conforme en partie aux aspirations des masses de l'intifada, était devenue à la fois indispensable et plus aisée depuis la décision du roi Hussein de Jordanie, en juillet dernier, de renoncer à la Cisjordanie qui avait été annexée par son royaume à la suite de la première guerre israélo-arabe de 1948. Cette décision, motivée par l'effet dissuasif de l'intifada, créait

un vide juridique que l'OLP ne pouvait éviter de remplir. Elle ôtait, en outre, à la proclamation d'un Etat palestinien, le caractère de défi à la monarchie d'Amman et à ses alliés réactionnaires qu'elle aurait pu avoir si elle était survenue auparavant.

La déclaration du 15 novembre était néanmoins accompagnée d'un message d'une toute autre signification, adressé celui-ci à Washington, à l'Europe impérialiste et aux sionistes "modérés". Le texte même de la proclamation lue par Arafat contient un refus de toute "utilisation de la violence ou du terrorisme" contre l'Etat palestinien, certes, mais aussi contre "tout autre Etat" ! La condamnation du "terrorisme" est réitérée dans la résolution politique du CNP, là où celle de la session précédente (avril 1987) réaffirmait "le droit légitime de notre peuple d'exercer la lutte armée contre l'occupation sioniste raciste".

La nouvelle résolution réaffirme le principe de la "confédération" jordano-palestinienne, adopté par le CNP en 1983 en écho au plan Reagan préconisant une "entité palestinienne liée à la Jordanie". Elle réitère l'appel à une "conférence internationale" sous l'égide des grandes puissances pour régler le conflit israélo-arabe.

La résolution 242

Cependant, tandis qu'en 1987 une "paix juste et durable" devait être fondée sur le "droit au retour" des Palestiniens expulsés en 1948 et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, la nouvelle résolution stipule qu'outre ce dernier droit, "la conférence internationale se réunira sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité" (de l'ONU).

Pour mesurer l'importance de cette innovation, il faut savoir que les organisations palestiniennes se sont construites après 1967 contre la résolution 242 (novembre 1967), en dénonçant comme capitulaire et traître tout régime arabe y

souscrivant. Le représentant de l'OLP à Paris, Ibrahim Souss, a d'ailleurs parfaitement raison lorsqu'il affirme candidement que "la déclaration politique du CNP annule la charte de l'OLP" (Le Monde du 22 novembre 1988). En effet, la résolution 242 prévoit qu'en échange du retrait israélien "de territoires occupés" en 1967 (et non de tous les territoires), il y aura "cessation de toutes revendications ou états de belligérence", ainsi que reconnaissance de chaque Etat de la région et de son "droit de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force".

Dans ce but, la résolution 242 prévoyait des "mesures comprenant l'établissement de zones démilitarisées". Sans même mentionner le peuple palestinien, elle se contentait de préconiser "un juste règlement du problème des réfugiés". Cette dernière formulation est reprise, pour la première fois, par la nouvelle résolution du CNP qui ne mentionne plus explicitement le droit au retour.

Faut-il rappeler que l'OLP comme le Fatah ont été fondés bien avant 1967 pour, comme leur nom l'indique, la "libération de la Palestine" dont la Cisjordanie et Gaza ne constituent que 20% du territoire ? C'est un véritable effeuillage politique que la direction bourgeoise de l'OLP a accompli au fil des ans, de sorte qu'elle n'a plus aujourd'hui pour couvrir sa nudité qu'un "rameau d'olivier".

Les intégristes

Malheureusement pour elle, les dirigeants israéliens et américains restent de marbre, car ils savent que la direction Arafat ne peut se porter garante de la docilité des Palestiniens. Le rapport des forces réel leur permet d'être intransigeants. C'est pourquoi il est possible d'affirmer que, par sa nouvelle capitulation, la direction de l'OLP s'est une fois de plus engagée dans une impasse.

Les masses palestiniennes tireront elles-mêmes cette leçon évidente : seule leur lutte est payante, et non les compromissions de la direction Arafat. Malheureusement, la force politique la plus à même aujourd'hui d'attirer ceux qui, de plus en plus nombreux notamment parmi les réfugiés de 1948 (la grande majorité des Palestiniens), perdent toute illusion quant à la direction de l'OLP, n'est autre que le courant intégriste islamique.

Hamas (acronyme du Mouvement de la résistance islamique, agissant à Gaza et en Cisjordanie) a appelé à trois jours de deuil en réaction à la reconnaissance de l'Etat sioniste par l'OLP. Là comme ailleurs, les intégristes expriment de manière dévoyée une certaine radicalisation. Hamas rejette "toutes les propositions de paix et de conférences internationales" et appelle à la "guerre sainte" pour un "Etat musulman sur toute la Palestine". Le défi est considérable pour les révolutionnaires, palestiniens, israéliens et arabes. ■

24 novembre 1988

Le tigre bleu et la terre promise

NI LEGENDE NOIRE NI LEGENDE ROSE. Les deux pôles de cette opposition, cette fausse opposition, nous laissent hors de l'histoire : nous laissent hors de la réalité. Les deux interprétations de la conquête de l'Amérique révèlent une vénération suspecte pour le passé, cadavre fulgurant dont les splendeurs nous éblouissent et nous aveuglent face au vécu quotidien actuel de nos terres.

Eduardo GALEANO

LA LEGENDE NOIRE nous propose la visite du Musée du bon sauvage où nous pouvons pleurer sur le bonheur anéanti d'hommes de cire qui n'ont rien à voir avec les êtres de chair et de sang qui peuplent nos terres.

Symétriquement, la légende rose nous invite au Grand temple d'Occident, où nous pouvons joindre nos voix au chœur universel, entonnant les hymnes de célébration de la grande œuvre civilisatrice de l'Europe, une Europe qui s'est répandue sur le monde pour le sauver. La légende noire fait reposer sur les épaules de l'Espagne et, dans une moindre mesure, du Portugal, la responsabilité de l'immense pillage colonial qui, en réalité, a bénéficié bien davantage à d'autres pays européens et a rendu possible le capitalisme moderne. La si fameuse cruauté espagnole n'a jamais existé.

S'appropriier la réalité

Ce qui a existé, en revanche, et continue d'exister, c'est un système abominable qui nécessitait, et nécessite des méthodes cruelles pour s'imposer et croître. Symétriquement, la légende rose nie l'histoire, se fait éloge de l'infamie, nomme "évangélisation" le pillage le plus colossal de l'Histoire et calomnie Dieu en lui en attribuant l'ordre.

Non. Ni légende rose ni légende noire. Se réapproprier la réalité, voilà le défi. Pour changer la réalité qui est, il faut se réapproprier la réalité qui fut, la réalité niée, cachée, trahie, de l'histoire de l'Amérique.

Des torrents de discours nous tombent dessus, qui sonnent bien et des cérémonies agréables à l'œil. Les 500 ans de la dite Découverte s'approchent. Je crois qu'Alejo Carpentier ne se trompait pas quand il disait que ce fut là le plus grand événement de l'histoire de l'humanité. Mais il me semble d'une évidence aveuglante que l'Amérique ne

fut pas découverte en 1492, tout comme les légions romaines ne découvrirent pas l'Espagne quand elles l'envahirent en l'an 218 avant Jésus-Christ.

Et il me semble aussi d'évidence parmi les évidences qu'il est temps que l'Amérique se découvre elle-même. Et quand je parle de l'Amérique, je fais principalement référence à cette Amérique qui fut dépouillée de tout, jusqu'à son nom, tout au long des cinq siècles du processus qui la mit au service du lointain progrès : notre Amérique.

Les fantômes et les bourreaux

Cette découverte nécessaire, révélation des visages cachés sous les masques, passe par les retrouvailles avec certaines de nos traditions les plus anciennes. C'est à partir de l'espoir et non de la nostalgie qu'il faut revendiquer la vie et le mode de production communautaires, en faisant fond sur la solidarité et non la codification, sur la relation d'identité entre l'homme et la nature, et sur les vieilles coutumes de liberté. Il n'existe pas, je crois, de meilleur moyen de rendre hommage aux Indiens, aux premiers Américains qui, de l'Arctique à la Terre de feu, ont été capables de survivre aux campagnes successives d'extermination et ont maintenu vivante leur identité et vivant leur message.

Aujourd'hui, ils continuent d'apporter à notre Amérique latine, et pas seulement à l'Amérique latine, les clés fondamentales de la mémoire et de la prophétie : ils portent témoignage du passé et, en même temps, allument les feux qui éclairent le chemin. Si les valeurs qu'ils incarnent

La toile d'araignée



BOIS-DE-L'EAU, prêtre des Sioux, rêva que des êtres jamais vus tissaient une immense toile d'araignée autour

de son peuple. Il se réveilla en sachant qu'il en serait ainsi et il dit aux siens : Lorsque cette race étrange aura terminé sa toile d'araignée, elle nous enfermera dans des maisons grises et carrées, sur une terre stérile, et dans ces maisons nous mourrons de faim.

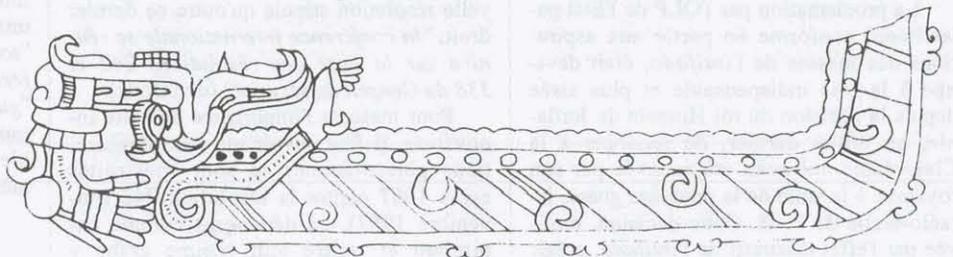
n'avaient qu'un sens archéologique, les Indiens ne seraient pas l'objet de répressions sanglantes et les maîtres du pouvoir ne seraient pas si intéressés à les faire divorcer de la lutte des classes et des mouvements populaires de libération.

Je ne suis pas de ceux qui croient dans la trahison pour la trahison : je crois dans les héritages qui accroissent la liberté humaine, et non dans ceux qui la mettent en cage. Il semble inutile d'éclaircir ce point, mais ce n'est jamais superflu : quand je me réfère aux voix lointaines qui depuis le passé nous aident à trouver la réponse aux défis du temps présent, je ne propose pas de revendiquer les rites des sacrifices qui offraient des cœurs humains aux dieux, pas plus que je ne fais l'éloge du despotisme des rois incas ou aztèques.

Puiser à la source

En revanche, je célèbre le fait que l'Amérique puisse trouver dans ses plus anciennes sources, ses énergies les plus jeunes : le passé nous dit des choses qui intéressent le futur. Un système qui assassine le monde et ses habitants, qui pourrit l'eau, anéantit la terre et empoisonne l'air et l'âme, est en contradiction violente avec des cultures qui croient que la terre est sacrée parce que nous sommes sacrés, nous, ses fils : ces cultures, méprisées, réduites à néant, traitent la terre comme une mère et non comme un moyen de production et une source de revenus.

A la loi capitaliste du profit, elles opposent la vie partagée, la réciprocité, l'aide mutuelle, qui inspirèrent hier Tomas Moore pour créer son Utopie et qui aujourd'hui nous aident à découvrir l'image américaine du socialisme qui plonge ses racines les plus profondes dans la tradition communautaire.



Au milieu du siècle passé, un chef indien, appelé Seattle, avertit les fonctionnaires du gouvernement des Etats-Unis : "Au bout de plusieurs jours, le moribond ne sent plus l'odeur de son propre corps. Vous continuez de contaminer votre lit et, une nuit vous mourrez suffoqués par vos propres immondices". Le chef Seattle disait aussi : "Ce qui arrive à la terre arrive aux fils de la terre". Je viens d'entendre cette même phrase, exactement la même, d'un Indien maya-quiché, dans un film documentaire tourné récemment dans les montagnes de l'Ixcán, au Guatemala. Dans ce témoignage, les Indiens mayas, persécutés par l'armée, expliquent ainsi la traque que subit leur peuple : "Ils nous tuent parce que nous travaillons ensemble, nous mangeons ensemble, nous vivons ensemble, nous rêvons ensemble".

Quelle menace obscure irradie-t-elle des Indiens des Amériques, quelle menace obstinément vivante malgré des siècles de crimes et de mépris ? Quels fantômes les bourreaux veulent-ils exorciser ? Quelles terreurs paniques ?

Une communauté dangereuse

A la fin du siècle passé, pour justifier l'usurpation des terres des Indiens sioux, le Congrès des Etats-Unis déclarait que la "propriété communautaire est dangereuse pour le développement du système de la libre entreprise". Et, en mars 1979, fut promulguée au Chili, une loi qui obligeait les Indiens mapuches à partager leurs terres et à les transformer en petites propriétés séparées : alors, le dictateur Pinochet expliqua que les communautés sont incompatibles avec le progrès de l'économie nationale. Le Congrès américain ne s'est pas trompé. Comme Pinochet. Du point de vue

capitaliste, les cultures communautaires, qui ne divorcent pas les hommes des autres hommes ou de la nature, sont des cultures ennemies. Mais le point de vue capitaliste n'est pas le seul possible.

Retrouver la mémoire

Du point de vue d'un projet de société centré sur la solidarité et non sur l'argent, ces traditions, si anciennes et si riches d'avenir, sont une partie essentielle de la plus authentique identité américaine : une énergie dynamique, non un poids mort. Nous sommes la charpente d'une maison qui reste à construire : cette identité, mémoire collective et tâches partagées, vient de l'histoire, et l'histoire tourne sans cesse, transfigurée par les défis et les nécessités de la réalité.

Notre identité réside dans notre histoire, non dans la biologie ; elle est faite par la culture et non la race ; mais elle est dans l'histoire vivante. Le temps présent ne répète pas le passé : il l'englobe. Mais quelles traces suivent nos pas ? Quelles sont les traces les plus profondément marquées sur la terre de l'Amérique ?

En général, nos pays, qui s'ignorent eux-mêmes, ignorent leur propre histoire. Le statut néo-colonial chasse l'esclave de l'histoire pour que l'esclave se regarde avec les yeux du maître. On nous enseigne l'histoire comme on montre une momie, dates et chiffres hors du temps, irrémédiablement étrangers à la réalité que nous connaissons, que nous aimons, où nous souffrons. Et on nous offre une vision du passé défigurée par l'élitisme et le racisme. Pour que nous ignorions ce que nous pourrions être, on nous cache et on nous travestit ce que nous fûmes.

L'histoire officielle de la conquête de l'Amérique nous fut contée du point de vue du mercantilisme capitaliste en expansion. Ce point de vue a l'Europe pour centre et le christianisme pour unique vérité. C'est la même histoire officielle, somme toute, que nous conte la reconquête de l'Espagne par les chrétiens contre les envahisseurs maures, trompeuse manière de qualifier les Espagnols de culture musulmane, qui vivaient depuis sept siècles dans la péninsule, quand ils en furent expulsés.

L'expulsion de ces "Maures", qui de Maures n'avaient pas un cheveu, avec celle des Espagnols de religion juive, fut le signal de la victoire de l'intolérance et des latifundistes et signa la ruine de cette Espagne qui découvrit et conquiert l'Amérique. Quelques années avant que Frère Diego de Landa, au Yucatan, ne jette dans les flammes les livres des Mayas, l'archevêque Cisneros avait brûlé les livres islamiques à Grenade dans un grand brasier purificateur qui dura plusieurs jours.

Bien qu'il lui en coûte, l'histoire officielle révèle une réalité qui la contredit. Cette réalité, brûlée, interdite, niée, se cache dans la stupeur et l'horreur, le scandale mais aussi l'admiration des chroniqueurs des Indes face à ces êtres jamais vus, que l'Europe, cette Europe de l'Inqui-

L'autorité



IL Y A de cela bien longtemps, les femmes s'asseyaient à l'avant des pirogues et les hommes à l'arrière. C'étaient les femmes qui chassaient et qui pêchaient. Elles quittaient les villages et y revenaient quand elles le pouvaient ou quand bon leur semblait. Les hommes construisaient les cabanes, préparaient le repas, alimentaient le feu des brasiers contre le froid, s'occupaient des enfants et tannaient les peaux dont on se couvrait. Ainsi s'écoula la vie en Terre de Feu, au pays des Indiens onas et des Yahgans, jusqu'au jour où les hommes tuèrent toutes les femmes et passèrent les masques qu'elles avaient inventés pour les terrifier. Seules les petites filles qui venaient de naître échappèrent à l'extermination. Tout le temps qu'elles grandirent, leurs assassins leur dirent et leur répétèrent que servir les hommes était leur destin. Elles le crurent. Comme le crurent leurs filles et les filles de leurs filles.

sition, était en train de découvrir. L'Eglise admit, en 1537, que les Indiens étaient des personnes, dotées d'âme et de raison, mais elle bénit le crime et le pillage : en fin de compte, les Indiens étaient des personnes, mais des personnes possédées par le démon et donc, qui n'avaient aucun droit.

Les droits des Indiens

Les conquistadors agissaient au nom de Dieu pour extirper l'idolâtrie, et les Indiens donnaient la preuve continue d'une perte irrémédiable et des motifs indubitables de condamnation. Les Indiens ne connaissaient pas la propriété privée. Ils n'utilisaient ni l'or ni l'argent comme monnaie, mais pour orner leur corps ou rendre hommage à leurs dieux.

Ces dieux, faux, étaient en faveur du péché. Les Indiens allaient nus : le spectacle de la nudité, disait l'archevêque Pedro Cortez Larraz, provoquait de "nombreuses lésions au cerveau". Le mariage n'était indissoluble dans aucune région de l'Amérique et la virginité n'avait aucune valeur. Sur les côtes de la mer Caraïbe, et dans d'autres régions, l'homosexualité était libre et offensait Dieu, plus ou moins, comme le cannibalisme dans la forêt amazonienne. Les Indiens avaient l'habitude malsaine de se laver tous les jours, et pour comble, croyaient aux rêves. Les jésuites prouvèrent ainsi l'influence de Satan sur les Indiens du Canada : ces Indiens étaient si diaboliques qu'ils avaient des interprè-

Le langage



LE PERE Originel des Guaranis se dressa dans la nuit, illuminé par les reflets de son propre cœur, et il créa les flammes et la bruine. Il créa l'amour, mais

il n'avait personne à qui l'offrir. Il créa le langage, mais il n'avait personne pour l'écouter. Alors il chargea les dieux de bâtir le monde et de s'occuper du feu, du brouillard, de la pluie et du vent. Et il leur confia la musique et les paroles de l'hymne sacré afin qu'elles donnent vie aux femmes et aux hommes. Ainsi, l'amour devint communion, le langage prit vie et le Père Originel triompha de sa solitude. C'est lui qui accompagne les hommes et les femmes qui marchent en chantant : Nos pas maintenant foulent cette terre, Nos pas maintenant foulent cette terre étincelante.

tes pour traduire le langage symbolique des rêves, parce qu'ils pensaient que l'âme parlait pendant le sommeil du corps et que les rêves exprimaient des désirs non-réalisés.

Les Iroquois, les Guaranis et autres Indiens des Amériques, élistaient leurs chefs dans des assemblées où les femmes participaient au même titre que les hommes, et les destituaient s'ils devenaient autoritaires. Sans aucun doute possédé par le démon, le cacique Nicaragua demanda qui avait élu le roi d'Espagne.

Les luxures infernales

"Le bon poisson ennuie à la longue, mais le sexe est toujours divertissant", disaient et disent les Indiens mehinakus, au Brésil. De la liberté sexuelle émanait une insupportable odeur de souffre. Les chroniques des Indes abondent sur le scandale de ces luxures infernales, qui occupaient tous les recoins de l'Amérique plus ou moins éloignés des vallées de Mexico et de Cuzco, sanctuaires puritains. L'histoire officielle réduit la réalité pré-colombienne, dans une large mesure, aux centres des deux civilisations de plus haut niveau d'organisation sociale et de développement matériel. Les Incas et les Aztèques étaient en pleine expansion impériale quand ils furent écrasés par les envahisseurs européens qui s'allièrent avec les peuples qu'ils avaient soumis.

Dans ces sociétés, verticalement dominées par des rois, des prêtres et des guerriers, régnaient des codes rigides de coutumes, dont les tabous et les interdictions laissaient peu ou pas d'espace à la liberté. Mais même dans ces centres, qui étaient les plus répressifs d'Amérique, la suite fut encore pire.

Les Aztèques, par exemple, châtaient l'adultère par la mort, mais admettaient le divorce sur la seule volonté de l'homme ou de la femme. Autre exemple, les Aztèques avaient des esclaves, mais les enfants des esclaves ne naissaient pas esclaves. Le mariage éternel et l'esclavage héréditaire furent des produits européens que l'Amérique importa au XVIe siècle.

De nos jours, la conquête continue. Les Indiens continuent d'expié leurs péchés de communauté, de liberté et autres insolences. La mission purificatrice de la civilisation ne nous masque plus maintenant le pillage de l'or et l'argent : derrière le drapeau du progrès, avancent les légions des pirates modernes, sans crochet ni bandeau sur l'œil, ni jambe de bois,



La création



LA FEMME et l'homme rêvaient que Dieu était en train de les rêver. Dieu les rêvait tout en

chantant et en secouant ses maracas, la fumée du tabac l'enveloppait et il se sentait à la fois heureux et harcelé par le doute et le mystère.

Les Indiens makiritares savent que si Dieu rêve de nourriture, il produit des fruits et fournit l'aliment. Si Dieu rêve de vie, il naît et donne naissance.

La femme et l'homme rêvaient que dans le rêve de Dieu, apparaissait un grand œuf brillant. A l'intérieur de l'œuf, ils chantaient, dansaient et menaient grand tapage, tant le désir de naître leur faisait perdre la raison. Ils rêvaient que dans le rêve de Dieu, l'allégresse était plus forte que le doute et le mystère ; et Dieu en rêvant, les créait, et disait en chantant :

— Je casse cette coquille et la femme naît et l'homme naît. Ils vont vivre unis et ils mourront. Mais ils renaîtront. Ils naîtront et mourront à nouveau et renaîtront. Et jamais ils ne cesseront de naître car la mort est mensonge.

grandes entreprises multinationales qui se jettent sur l'uranium, le pétrole, le nickel, le manganèse, le tungstène. Les Indiens subissent comme avant, la malédiction de la richesse des terres qu'ils habitent. Ils avaient été chassés vers les terres arides : la technologie y a découvert des sous-sols fertiles.

La conquête continue

"La conquête n'est pas terminée" proclamaient allègrement les affiches publiées en Europe voilà sept ans pour offrir la Bolivie aux étrangers. La dictature militaire donnait au plus offrant les terres les plus riches du pays, pendant qu'elle traitait les Indiens boliviens comme au XVIe siècle. Dans la première période de la conquête, on obligeait les Indiens, dans les documents publics, à se qualifier ainsi : "Moi, misérable Indien..." Aujourd'hui, les Indiens n'ont le droit d'exister que comme main-d'œuvre servile ou attraction touristique.

"La terre ne se vend pas. La terre est notre mère. On ne vend pas sa mère. Pourquoi n'offre-t-on pas 100 millions de dollars au Pape pour le Vatican ?" disait voilà peu l'un des chefs sioux aux Etats-Unis. Un siècle auparavant, le 7e régiment de cavalerie avait rasé les Montagnes noires, territoire sacré des Sioux, parce qu'elles recélaient de l'or. Aujourd'hui, les entreprises multinationales exploitent l'uranium, même si les Sioux re-



fusent de vendre. L'uranium empoisonne les rivières. Voilà quelques années, le gouvernement de Colombie dit aux communautés indiennes de la vallée de Cauca : "le sous-sol n'est pas à vous. Le sous-sol est à la nation colombienne". Et l'acte suivant fut de livrer le sous-sol à la Celanese Corporation. Au bout d'un certain temps, le Cauca n'était plus qu'un paysage lunaire. Mille hectares de terres indiennes demeurèrent stériles.

Dans l'Amazonie équatorienne, le pétrole expulse les Indiens aucas. Un hélicoptère survole la forêt muni d'un haut parleur qui dit, en langue auca : "l'heure est venue de partir..." Et les Indiens obéissent à la volonté de Dieu.

... Le génocide aussi

Depuis Genève, en 1979, la Commission des droits de l'Homme des Nations-Unies donnait l'avertissement suivant : "A moins que les plans du gouvernement brésilien ne soient modifiés, il est à craindre que la plus nombreuse des tribus aujourd'hui survivantes n'existera plus dans 20 ans".

La Commission faisait référence aux Yanomanis, sur les terres desquels furent découverts de l'étain et des minerais rares. Pour cette même raison, les Indiens nombiquaras ne sont plus aujourd'hui que 200 ; ils étaient 15 000 au début de ce siècle. Les Indiens tombent comme des mouches au contact de bactéries inconnues qu'apportent les envahisseurs, comme au temps de Cortès et Pizarre. Les défoliants de la Dow Chemical, répandus par avion, accélèrent le processus.

Quand la Commission lança son appel pathétique depuis Genève, le FUNAI, organisme officiel destiné à la protection des Indiens au Brésil, était dirigé par 16 colonels et donnait du travail à 14 anthropologues. Depuis lors, les plans du gouvernement n'ont pas changé.

Au Guatemala, sur les terres des Quichés, fut découvert le plus important gisement de pétrole d'Amérique centrale. Les années 80 ont vu un long massacre. L'armée — chefs métis, soldats indiens — s'est chargée de bombarder les zones et d'expulser les communautés pour que la Texaco, la Hispanoil, la Getty Oil et autres puissent explorer et exploiter le pétrole. Le racisme fournit des alibis au pillage. Sur 10 Guatémaltèques, 6 sont indiens mais, au Guatemala, le mot indien est utilisé comme insulte.

Quand j'arrivai pour la première fois à Ciudad-Guatemala, je sentis que j'étais dans un pays étranger à lui-même. Dans la capitale, je ne vis qu'une seule maison

vraiment guatémaltèque, avec de beaux meubles de bois, des couvertures et des tapis indigènes et de la vaisselle de terre faite à la main : une seule maison qui ne soit pas envahie par les épouvantails de plastique style Miami.

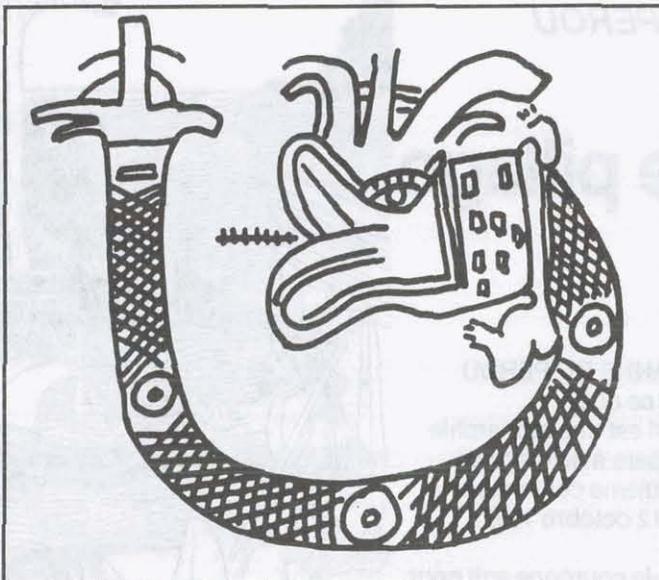
Etranger à lui-même

C'était la maison d'un professeur français. Mais il suffit de s'éloigner un peu de la capitale pour découvrir les branches vertes du vieux tronc maya, miraculeusement debout malgré les coups de hache implacables dont il a souffert, année après année, siècle après siècle.

La classe dominante, dominée par le mauvais goût, considère que les beaux vêtements indigènes sont des déguisements ridicules tout juste bons pour le carnaval ou le musée, de la même façon qu'elle préfère les hamburgers aux pâtés de viande et le coca-cola aux jus de fruits naturels.

Le pays officiel, qui vit du pays réel, mais qui en a honte, voudrait le supprimer : il considère les langues autochtones comme une somme de bruits gutturaux et la religion indigène comme pure idolâtrie, puisque pour les Indiens toute terre est une église et tout bois un sanctuaire.

Quand l'armée guatémaltèque passe par les zones mayas, détruisant maisons, récoltes et bétail, elle concentre ses efforts sur le massacre systématique des enfants



vécurent pour eux comme Bartolomé de la Casas, Vasco de Quiroga et Antonio Vieira, et ceux qui moururent pour eux comme Gonzalo Guerrero, qui fut le premier conquistador conquis et qui termina ses jours en se battant aux côtés des Indiens, ses frères d'élection du Yucatan.

Faire naître un monde nouveau

Et peut-être ainsi pourrions-nous rapprocher un peu le jour de justice que les Guaranis, à la poursuite du paradis, attendent depuis toujours.

Les Guaranis croient que le monde veut être autre, qu'il veut naître à nouveau, et c'est pourquoi le monde supplie le Père premier de relâcher le tigre bleu qui dort sous son hamac.

Les Guaranis croient que viendra le jour où ce tigre justicier brisera ce monde pour qu'un autre monde, sans mal et sans mort, sans faute et sans interdit, naisse de ses cendres.

Les Guaranis croient, et je le crois aussi, que la vie mérite bien cette fête. ■

El Pais ;

11-12-13 octobre 1988

et des anciens. On tue les enfants comme on brûle le maïs, jusqu'à la racine : "Nous les laisserons sans semence" explique le Colonel Horacio Maldonado Shadd. Et chaque ancien abrite peut être un prêtre maya, porte-parole d'une impardonnable tradition communautaire. Les Mayas demandent encore pardon à l'arbre quand ils doivent l'abattre.

L'exorcisme

La répression est une cruelle cérémonie d'exorcisme. Il n'est que de regarder les photos, les visages des officiers et des grandes figures : ces petits-fils d'Indiens, déserteurs de leur culture, rêvent d'être George Custer ou Buffalo Bill et aspirent à convertir le Guatemala en un gigantesque supermarché. Et les soldats ? N'ont-ils pas les mêmes visages que leurs victimes, la même couleur de peau, les mêmes cheveux ? Ils sont des Indiens entraînés pour l'humiliation et la violence. La métamorphose s'opère dans les casernes : on les transforme d'abord en cafards ; puis en oiseaux de proie. A la fin, ils oublient que toute vie est sacrée et sont convaincus que l'horreur est dans l'ordre naturel des choses.

Le racisme n'est pas un triste privilège du Guatemala. Dans toute l'Amérique, du nord au sud, la culture dominante admet les Indiens comme objets d'étude, mais ne les reconnaît pas comme sujets d'histoire : les Indiens ont un folklore et non une culture ; ils pratiquent des superstitions non des religions ; ils parlent des dialectes non des langues ; ils font de l'artisanat non de l'art.

Peut-être la prochaine célébration des 500 ans pourra-t-elle aider à remettre les choses à l'endroit, elles sont tellement sans dessus-dessous. Non pour conforter le monde, en contribuant à l'auto-publicité, l'autosatisfaction des maîtres du pouvoir, mais pour le dénoncer et le transformer. Il faudrait pour cela célébrer les vaincus et non les vainqueurs. Les vaincus et ceux qui s'identifiaient à eux, comme Bernardino de Sahagun, et ceux qui

Le prophète vivait là, il y a plus de quatre siècles



ALLONGE sur la natte, la bouche tournée vers le ciel, le prêtre-jaguar du Yacatan a écouté le message des dieux. Ils lui ont parlé

à travers le toit, montés à califourchon sur sa maison, en une langue que personne ne comprenait plus. Chilam Balam, celui qui était la bouche des dieux, se souvint de ce qui n'était pas encore arrivé et qui allait se produire : Le bâton et la pierre se dresseront pour le combat... Les chiens mordront leurs maîtres... Ce qui ont usuré le pouvoir devront rejeter ce qu'ils ont avalé. Très doux, très savoureux était ce qu'ils ont avalé, mais ils le vomiront. Les imposteurs s'en iront aux confins des eaux... Ils n'y aura plus de dévoreurs d'hommes... Avec la fin de la convoitise le visage se détendra, les mains se délieront et se délieront les pieds du monde.

Le maïs



LES DIEUX prirent de l'argile et créèrent les premiers Mayas-Quichés. Leur vie fut brève. Ils étaient flasques et sans forces ;

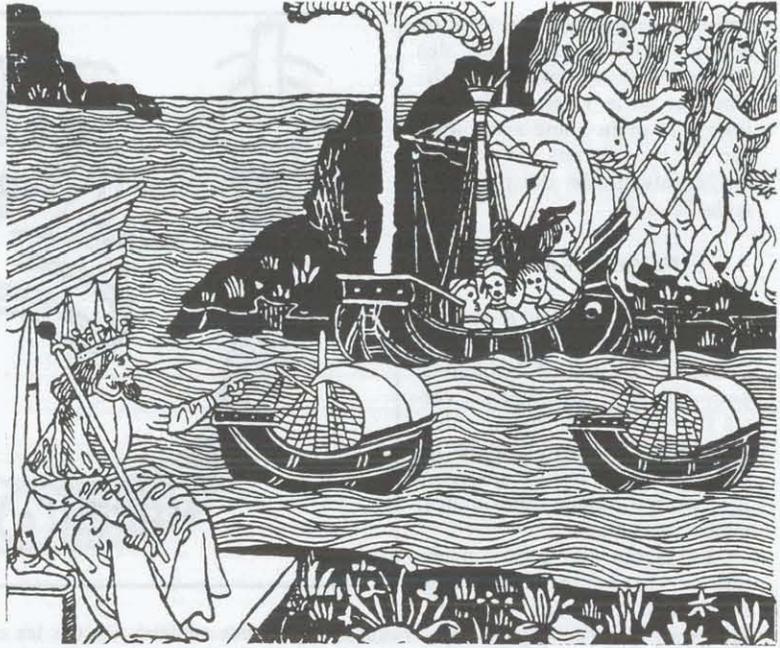
ils s'affaîssèrent avant de se mettre à marcher. Alors les Dieux eurent recours au bois. Les pantins de bois parlèrent et marchèrent, mais ils étaient secs : ils n'avaient ni sang ni moëlle, ni mémoire ni sens de l'orientation. Ils ne savaient pas parler aux Dieux ou ne trouvaient rien à leur dire.

Alors les Dieux prirent du maïs et créèrent les mères et les pères. Ils pétrirent leur chair avec du maïs jaune et du maïs blanc.

Les femmes et les hommes de maïs voyaient aussi clair que les Dieux. Leur regard embrassait le monde entier. Les Dieux crachèrent un halo de fumée et leur embuèrent les yeux à jamais car ils ne voulaient pas que l'être humain vît au-delà de l'horizon.

500 ans de pillage

LA CONFEDERATION PAYSANNE DU PEROU (CCP) a pris connaissance de ce que le gouvernement espagnol, qui est une monarchie comme au XVI^e siècle, se prépare à de grandes célébrations pour fêter le cinquième centenaire de la conquête de l'Amérique, le 12 octobre 1992. Elle a également été informée de ce que le gouvernement de la couronne agit pour ce faire avec la complicité des gouvernements américains.



DOCUMENT

AUJOURD'HUI, ON PRETEND nous montrer la conquête comme "la rencontre de deux cultures". Mensonge ! Elle entraîna la rupture de notre culture et l'imposition, par la force des armes, d'une autre culture. Ce ne fut pas une conjonction mais un écrasement.

Depuis des temps immémoriaux et jusqu'à aujourd'hui, s'était développée sur notre terre ingrate une culture paysanne et collectiviste. Cette culture évolua à travers les civilisations pré-incasiques et a connu son apogée à l'époque inca, avec une progression remarquable dans tous les champs de la connaissance, notamment sur le plan de l'organisation sociale et de l'agriculture.

Exploitation et saccage

Tout ce développement culturel fut brisé violemment par la conquête.

L'Espagne, qui traversait alors une époque de transition du féodalisme au capitalisme, amena et imposa à l'Amérique un mélange de ces deux systèmes. Aux côtés des grandes latifundias de type féodal, se développèrent les mines où l'on envoya mourir nos ancêtres.

Ainsi, on a voulu détruire notre mode de vie collectif, nos communautés paysannes, base de notre organisation sociale. (...)

Mais ce n'est pas tout, les conquérants se lancèrent dans la destruction de nos langues, de nos coutumes, de notre technique, de notre science et de nos arts. Ils voulaient tout détruire.

Cet écrasement se poursuit aujourd'hui. Nos cultures se battent pour survivre face aux cultures venues d'Europe, que ce soit directement ou par le biais des Etats-Unis. Nous n'avons rien contre une intégration culturelle universelle ; mais nous sommes contre l'écrasement d'une culture par une autre culture en utilisant le pouvoir écono-

mique et militaire. Ceux qui continuent aujourd'hui d'exercer cette destruction, veulent fêter l'anniversaire du début de son application par leurs ancêtres.

Il est naturel que nous, victimes de cet écrasement, devions transformer cette date en jour de protestation de nos cultures opprimées, en un jour de promesse à nos ancêtres et à nos descendants d'en finir avec cette destruction. (...)

Aujourd'hui, ils poursuivent ce pillage et cette exploitation même si c'est sous des formes nouvelles. Ce ne sont plus fondamentalement des mines d'or ou d'argent mais de cuivre ou de zinc, des puits de pétrole, de gaz naturel, etc. Les grandes propriétés ont changé de forme. Aujourd'hui elles se nomment "concessions de terrain forestier" ou "entreprises associatives" aux mains de gérants tout puissants, ou concessions de terrains irrigués dans celles de capitalistes agraires.

Enfin, le pillage s'appelle "dette extérieure".

L'exploitation continue. Nos frères continuent de mourir jeunes dans les mines, les ouvriers des usines ont toujours des salaires de famine et tout notre peuple agonise sous le poids de l'inflation. Les paysans indigènes continuent de travailler pour nourrir les villes en recevant une misère en échange de leurs produits, sans moyens de communication, sans électricité, sans hôpitaux, sans écoles. (...)

Le génocide

Le sang a coulé sur tout notre continent, quand les Européens ont foulé notre sol. Le sang indien a détrempe la terre du Canada, des Etats-Unis, de Cuba, du Mexique, du Pérou, de l'Argentine, du Chili, dans le moindre recoin de l'Amérique, le sol s'est teinté de rouge au cours de cette sanglante conquête qu'ils nomment aujourd'hui par euphémisme "rencontre de deux cultures". (...)

Et ce génocide des Indiens n'est pas terminé, il se poursuit au Guatemala, au

Salvador, au Pérou. Dans notre pays, de 1980 à aujourd'hui, sous les gouvernements "démocratiques" de Belaunde et d'Alan Garcia, plus de 10 000 Indiens ont été massacrés. Environ 300 furent assassinés dans les prisons voilà plus de deux ans, beaucoup sont toujours en prison, ont été torturés par les inquisiteurs d'aujourd'hui. (...)

Résistance

Les populations américaines n'ont pas supporté passivement cette destruction et la résistance se poursuit depuis. (...) Dans ces luttes est présente la conviction que la véritable indépendance n'est pas encore venue, qu'il nous faut la conquérir. Nous ne pourrions la gagner si nous autres, Amérindiens, ne nous unissons pas tous (...).

La Confédération paysanne du Pérou, l'organisation indigène indépendante la plus importante du continent, considère comme une obligation de s'unir au cœur de protestation qui commence à s'élever sur le continent contre ces célébrations honteuses.

Nous voyons avec optimisme qu'au sein même de l'Etat espagnol s'élèvent violemment les voix de ceux qui, de là-bas, pensent que la guerre de conquête sanglante et inégale ne peut être un motif d'orgueil mais de honte.

La CCP se propose de coordonner les actions avec toutes les institutions qui, en Europe comme en Amérique, se prononcent contre cette commémoration du cinquième centenaire du début du génocide, du pillage, de l'exploitation et de l'écrasement de nos cultures que connaît toujours notre continent. Faisons de ce cinquième centenaire un moment de fraternité des opprimés d'Amérique. ■

Alaj;
novembre 1988

Combattre sur deux fronts

LES RELATIONS entre la lutte pour les droits civiques et les activités du mouvement féministe organisé qui existe en Irlande sont au centre de cette interview avec Sue Pentel, membre de People's Democracy (section irlandaise de la IVe Internationale), et membre fondatrice du mouvement les Femmes contre l'impérialisme.

SOCIALIST OUTLOOK : *Le mouvement des femmes irlandaises est-il une nouveauté ?*

— SUE PENTEL : Les femmes irlandaises ont toujours joué un rôle important dans les luttes ouvrières et dans la lutte anti-impérialiste. Certaines d'entre elles sont même très connues : Anna Parnell, Maud Gonne, Hannah Sheehy-Skeffington, Constance Markiewicz. Ce qui, par contre, est moins connu, c'est l'importance de leur contribution à l'ensemble de la lutte à travers leurs activités dans des organisations comme la Ligue féminine de la Terre, les Filles d'Erin, ou le Conseil des Irlandaises (1).

Elles ont été impliquées dans une série de luttes aussi variées que la renaissance de la langue gaélique, le Pique-nique des enfants patriotiques (2), l'insurrection de 1916 et la guerre civile en 1922-23.

Mais il y a également eu des luttes féministes, dans cette période, comme la lutte pour le droit de vote, menée par la Ligue pour le droit de vote des femmes irlandaises et les Filles d'Erin, qui a édité à cette occasion le tout premier journal féministe irlandais, *Bean na hEireann*. Le cri de ralliement de ce groupe de femmes était "Liberté pour notre nation et suppression de tous les handicaps de notre sexe".

L'Irlande a déjà connu des actions féministes dans le passé. Ce qui est nouveau, c'est l'envergure et l'étendue du mouvement femme tel qu'il a émergé à la fin des années 60 et qui, malgré sa faiblesse a eu un impact massif sur la société irlandaise.

■ *La partition de l'Irlande a-t-elle divisé le mouvement femme ?*

— Bien sûr. Il est beaucoup plus difficile de construire l'unité dans deux juridictions différentes, surtout dans une situation où les femmes sont sur la défensive.

Au Sud, les femmes ont été attaquées sur le plan social et économique avec les

licenciements dans l'administration de Haughey et la Société pour la protection des enfants non-nés (SPUC) et leurs alliés, l'ont emporté sur la question du droit du contrôle de la reproduction.

Au Nord, les femmes vivant dans les 6 comtés occupés, ont dû faire face à toute une série de problèmes, le harcèlement sexuel, la terreur d'Etat, l'emprisonnement, la pauvreté, la crise du logement qui sont très différents de ceux qu'affrontent les femmes des 26 comtés.

Tout cela plonge directement ses racines dans des problèmes exacerbés par la partition : le poids des églises au Nord et au Sud, l'arriération de l'économie, la pauvreté et les attitudes sociales rétrogrades.

Malgré la présence de différents courants, dont les réformistes qui se contentaient de travailler à l'intérieur des limites des deux petits Etats, le féminisme irlandais a tenté de s'organiser à l'échelle des 32 comtés depuis le début des années 70, avec une série de conférences nationales, une initiative d'unité nationale à la fin des années 70 et des campagnes nationales qui se prolongent jusqu'à aujourd'hui, comme la campagne de solidarité avec les prisonnières politiques d'Armagh (3) et la défense des cliniques de planning familial.

Ainsi, politiquement, les femmes irlandaises n'ont eu d'autre choix que de faire face au problème posé par la partition : le développement d'un courant anti-impérialiste montre leur capacité à dépasser la situation pour commencer la bataille de la construction d'un mouvement des femmes des 32 comtés luttant pour leur libération.

■ *Historiquement, les relations entre les féministes qui étaient dans le mouvement républicain et les femmes qui se trouvaient extérieures à ce mouvement, ont été assez difficiles. Peux-tu, brièvement, nous expliquer cela ?*

— L'engagement des femmes dans la



lutte nationale est partie intégrante de la lutte féministe. C'est lorsque les féministes ont commencé à agir et avouer des rapports avec les femmes anti-impérialistes, que des activités communes ont pu voir le jour et qu'un débat a pu être lancé.

Ces débats peuvent être considérés comme un élément très sain du développement du mouvement. Peut-être ces tensions devraient-elles plutôt être considérées comme un conflit sur les priorités. Pour un républicain, la priorité est la guerre de libération nationale ; pour une féministe, la priorité est la lutte pour la libération de la femme.

Historiquement, ces différences sont nées autour de certaines campagnes : la campagne pour le droit de vote, Armagh, la Défense des cliniques. Avant la campagne autour des prisonnières politiques et l'émergence d'un courant féministe/anti-impérialiste dans les 32 comtés, certains secteurs féministes étaient très hostiles à la lutte armée. Même si c'est toujours le cas dans certains petits groupes "féministes", la majorité des jeunes militantes des années 80 ont une perspective générale anti-partition et s'intéressent à l'évolution politique des femmes qui ont rejoint le Sinn Fein.

La seule façon de résorber ces tensions de façon constructive, est de discuter ouvertement, au sein d'un mouvement autonome, sur la façon de construire un mouvement des femmes dans les 32 comtés.

1) Filles d'Erin (Inghinidhe na hEireann) nom poétique de l'Irlande : association de femmes luttant pour l'indépendance de l'Irlande et la renaissance de la culture irlandaise.

Conseil des Irlandaises (Cuman na mBan) organisation de femmes lié à l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Ses militantes ne sont pas impliquées dans la lutte armée.

2) Pique-nique organisé pour les enfants nationalistes qui n'avaient pas participé aux cérémonies d'accueil, lors de la visite de la reine Victoria en Irlande en 1900.

3) Armagh/Maghberry : prison réservée exclusivement aux femmes, en Irlande du Nord.



On ne peut pas résoudre ce problème au sein d'une seule organisation ou simplement en se contentant d'affirmer que les socialistes considèrent que la lutte des femmes est partie intégrante de la lutte nationale. La jonction entre la question des femmes et la lutte quotidienne doit être faite en permanence, et seul un puissant mouvement des femmes peut le faire d'une façon efficace.

■ Comment le mouvement féministe/anti-impérialiste s'est-il développé ?

— Ce courant s'est développé à l'échelle des 32 comtés à partir du débat sur l'importance qu'avaient pour le féminisme irlandais, les femmes prisonnières politiques d'Armagh. Le débat a été lancé par un groupe de femmes, les Femmes contre l'impérialisme, où se côtoyaient justement des féministes et des militantes anti-impérialistes, qui reconnaissaient l'importance du rôle dirigeant des femmes dans le soutien aux prisonniers. Lorsque les Femmes contre l'impérialisme se sont organisées, à la fin des années 70, la plupart des militants des comités de soutien aux prisonniers étaient des femmes. Elles ont organisé des manifestations, organisé des piquets, ont fait progresser la lutte, et pourtant, leurs problèmes en tant que femmes étaient totalement ignorés, comme l'étaient les femmes détenues à la prison d'Armagh.

Les Femmes contre l'impérialisme voulaient poser la question des femmes dans le mouvement anti-impérialiste, et voulaient tout autant ouvrir le débat sur l'anti-impérialisme au sein du mouvement des femmes.

En fait, la campagne autour des femmes d'Armagh a eu un effet profond sur les deux mouvements avec des acquis importants à long terme : le débat sur les femmes dans le Sinn Fein et la création du

Bureau femme du Sinn Fein, une sympathie pour le combat anti-impérialiste dans le mouvement femme.

■ Comment le débat sur le féminisme et le nationalisme s'est-il développé ?

— Le débat est allé au-delà de la question de la lutte armée. En Irlande, après le vote de l'amendement à la Constitution (référendum de 1983, introduisant dans la Constitution l'interdiction de l'avortement, ndr) les féministes ont lutté pour survivre et trouver des alliés. Depuis que le Sinn Fein a adopté une attitude progressiste envers les femmes en général, il a pu contribuer au débat et les féministes, au sein du Sinn Fein, ne se sentent plus si isolées.

Malheureusement, le débat n'a pas tellement évolué à cause de l'effondrement, durant les grèves de la faim, du courant féministe/anti-impérialiste organisé dans le mouvement femme. Au sein de People's democracy, nous considérons ce débat essentiellement comme un débat de stratégie sur la construction d'un mouvement à l'échelle des 32 comtés et sur la nécessité pour ce mouvement de se fonder sur la classe ouvrière et les mouvements anti-impérialistes.

■ Quelle est l'attitude du mouvement femme, aujourd'hui, face à Armagh/Maghberry ?

— Un petit courant dans le mouvement femme demeure hostile au républicanisme. Mais au cours des dix dernières années, l'atmosphère au sein du mouvement femme, sur cette question, a beaucoup changé. Aujourd'hui, beaucoup de féministes soutiennent plutôt les prisonnières politiques et se sentent concernées par des problèmes comme la fouille corporelle.

Lorsque Mairead Farrell a été assassinée à Gibraltar en mars dernier, il y a eu une vague d'indignation au sein du mouvement femme. Au même moment, à Belfast, se tenait la Semaine internationale des femmes et un grand nombre de féministes étaient venues de toute l'Irlande pour faire un piquet devant la prison de Maghberry, en soutien aux femmes républicaines qui y sont emprisonnées. Le 8 mai, durant la journée internationale des femmes, un grand rassemblement de féministes à l'université de la Reine, à Belfast, a observé unanimement une minute de silence pour Mairead qui était aussi étudiante dans cette université lorsqu'elle a été tuée. La semaine suivante, des centaines de féministes ont signé, à Dublin, une déclaration publique montrant leur indignation.

■ Quelle est l'attitude des femmes à l'égard de la guerre de libération nationale ?

— A part les réformistes et celles qui ont une attitude sectaire à l'égard du

républicanisme, les militantes féministes reconnaissent généralement le droit du peuple irlandais de recourir aux armes. Une grande partie d'entre elles reconnaît la nécessité de lutter contre la partition et pour la réunification de l'Irlande. Des divergences existent quant au type d'actions à mener et à la stratégie nécessaire pour défaire l'impérialisme. Mais dans l'ensemble, la nécessité de la lutte armée est devenue évidente pour ces femmes lors des grèves de la faim, et par conséquent, au début des années 80, le débat au sein du mouvement femme a évolué par rapport au faux débat "féminisme contre nationalisme" du début des années 70.

La discussion porte beaucoup plus, aujourd'hui, sur la place de la question femme dans la lutte anti-impérialiste en général : comment les femmes doivent-elles s'organiser ; l'importance de la construction d'un mouvement femme indépendant et autonome ; ainsi que la nécessité pour les féministes de construire des alliances progressistes.

Ce débat, pourtant vital pour les féministes irlandaises, ne fait que commencer. Il est intéressant de noter que ce ne sont pas seulement les femmes qui discutent de ces questions mais que ce débat s'est ouvert aussi dans d'autres milieux comme le Sinn Fein ou le mouvement anti-impérialiste dans son ensemble, les syndicats où il y a un fort contingent de féministes ; et enfin, dans une moindre mesure, dans le mouvement pour la langue irlandaise.

Ces questions n'ont pas toutes des réponses faciles. Les féministes irlandaises doivent faire face à une combinaison de problèmes exacerbés par la poursuite de la présence militaire anglaise. Certains de ces problèmes rappellent ceux des femmes du Tiers-monde, dans un pays qui se trouve en plein milieu de l'Europe ! (4)

Notre stratégie doit, par conséquent, se baser sur la réalité de la situation en Irlande. Nous ne pouvons nous permettre de rester les bras croisés à attendre une explosion massive de la conscience féministe comme elle s'est développée en Europe. Nous ne pouvons pas non plus nous contenter d'espérer que la participation des femmes à la lutte armée va automatiquement faire accepter la nécessité de la libération des femmes. Seul un mouvement indépendant des femmes irlandaises, réfléchissant sur ses propres problèmes, pourra développer son modèle de développement, en se basant sur une perspective anti-impérialiste concernant les 32 comtés. ■

Socialist Outlook ;
Octobre 1988

4) Sur la particularité du féminisme irlandais, voir l'article de Sue Pentel dans *Inprecor*, numéro 254, du 30 novembre 1987.

Le marxisme sur les greens

SELON UN MYTHE PERSISTANT, Marx était un admirateur inconditionnel de la technologie capitaliste et applaudissait sans réserves tous les progrès de la croissance économique. On a également dit qu'il considérait le développement technologique comme un processus "neutre" non tributaire des forces sociales. Selon ceux qui développent cette argumentation, en acceptant des concepts victoriens comme la "conquête de la nature", il est devenu victime de l'idéologie industrialiste de son époque. Il en résulte que les marxistes sont congénitalement incapables de tenir compte des problèmes écologiques d'une façon critique et scientifique.

La recherche de la "production pour la production" et les sérieux problèmes écologiques des pays dits socialistes sont souvent cités comme preuve de cette thèse.

En réalité, c'est pratiquement le contraire qui est vrai. En identifiant le travail comme la connexion centrale entre société et nature, la théorie marxiste de la valeur a rendu possible, pour la première fois, une vision équilibrée de leurs rapports.

Jurrian BENDIAN

POUR MARX, le but suprême de l'humanité est l'humanité elle-même, et non pas un quelconque principe supra-humain tel que "croissance économique", "progrès inévitable", "sens de l'Histoire" ou "conscience cosmique". Si notre espèce a une finalité, c'est la réalisation maximale de son potentiel ; la richesse humaine est richesse en relations humaines.

C'est pour cette raison que le marxisme attache une grande importance à la croissance économique, et rejette la "société de croissance zéro" comme utopie réactionnaire. Sans une solide infrastructure matérielle, le genre "d'individualité sociale riche" et la liberté individuelle, centrales dans la vision marxiste du socialisme, ne pourront se développer.

Le communisme de la pauvreté atrophie les êtres humains, les piège dans l'environnement qui les a vus naître, et les prive des moyens de développer totalement leurs connaissances et leurs besoins. La véritable question n'est pas de savoir si la croissance économique est souhaitable, mais quel type de croissance.

L'accroissement de la productivité du travail humain (à quoi la croissance économique conduit), crée la possibilité d'une libération à deux volets : libération des individus de la contrainte due à la nature et libération de la coercition sociale. Dans l'histoire humaine, cette libération s'est produite d'une façon inégale et contradic-

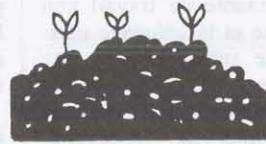
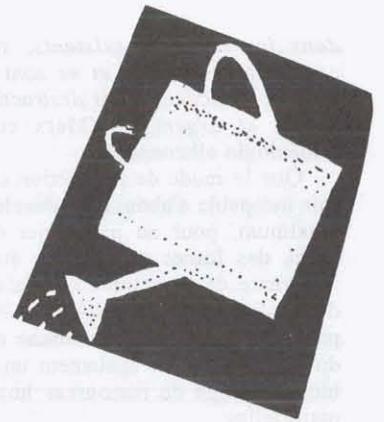
toire. Dans la mesure où la libération des contraintes naturelles a été atteinte, la coercition sociale a pris sa place, paradoxe qui a, de tous temps, préoccupé les philosophes.

La substance de l'explication marxiste de ce paradoxe peut être résumée ainsi : quand la productivité du travail croît au point qu'un surplus important et permanent existe, un secteur social peut être libéré de la nécessité de produire des moyens de subsistance. Cela ouvre la voie pour une division entre travail intellectuel et manuel.

Potentiel libérateur de la croissance économique

La spécialisation accrue autorise les artisans, ingénieurs, scientifiques et techniciens à se consacrer entièrement à la recherche de moyens pour économiser le travail et augmenter sa productivité. Mais aussi longtemps que le surplus produit reste insuffisant en quantité et en qualité, il ne pourra être partagé également. Les divisions de classe et l'inégalité sociale sont inévitables.

Avec la division croissante du travail productif, nous assistons également à l'émergence des marchands d'esclaves, des militaires professionnels, des collecteurs d'impôts, des classes dominantes qui s'approprient le surplus produit, des idéologues qui justifient cette exploitation, et à tous les autres phénomènes de l'aliénation sociale liés à la société de classes.



Le marxisme formule donc de la sorte, le potentiel libérateur de la croissance économique : quand un niveau suffisant de richesses matérielles aura été atteint, les divisions entre producteurs et gestionnaires, travail intellectuel et manuel, classe dominante et classe laborieuse, et entre la ville et la campagne, ne seront plus inévitables ni même nécessaires. Ce moment étant atteint, tous les individus pourront alors être progressivement libérés de l'obligation d'accomplir un travail épuisant, sans signification et ennuyeux.

La révolution socialiste

La domination de la minorité sur la majorité pourra alors être remplacée par un système dans lequel tous les citoyens auront le temps et la possibilité de participer à la gestion de la société.

La thèse principale de Marx était qu'en donnant une impulsion formidable à la productivité humaine, le capitalisme rendrait cette perspective réaliste, pour la première fois. Mais il n'a jamais pensé voir autre chose dans la croissance économique qu'un moyen pour une certaine fin. Il n'a pas non plus envisagé le communisme de l'abondance, que la technologie moderne rend possible, comme une conséquence automatique de cette technologie.

En fait, Marx a conclu son analyse du machinisme en disant : "*la production capitaliste (...) ne développe que la technique et le degré de combinaison du procès social de production en minant simultanément les sources originaires de toute richesse, la terre et l'ouvrier*" (Capital, Vol.I).

A partir du moment où un haut niveau de productivité du travail a été atteint, l'obstacle critique au progrès humain devient en premier lieu social, et non plus technologique : la transformation radicale de la structure et de la conscience sociales, la révolution socialiste. Parce que, comme Marx l'indique ailleurs : "*Dans le développement des forces productives arrive un stade où les forces productives et les moyens de production deviennent,*

dans les rapports existants, seulement cause de dommages, et ne sont plus des forces productives, mais destructives (machines et argent)..." (Marx et Engels, L'Idéologie allemande).

Que le mode de production capitaliste soit incapable d'aboutir au développement maximum, pour ne pas parler de l'optimum, des forces productives était partie intégrante de la critique que faisait Marx du capitalisme. Ce système, basé sur la propriété privée et la recherche maximum du profit signifiait également un formidable gaspillage de ressources humaines et matérielles.

Une masse croissante de travail non productif ; la famine et le chômage massifs ; les crises de surproduction ; les guerres impérialistes et "le développement du sous-développement" ; une économie de guerre permanente ; la destruction délibérée du "surplus" agricole, tout cela montre clairement que la croissance capitaliste est à des années-lumière de ce que la science et la technologie rendraient possible dans le cadre d'une économie rationnellement planifiée.

Pollution et forces du marché

Le capitalisme fait de la rentabilité le premier critère des décisions d'investissements. Mais le profit ne comptabilise en argent que ce qui a un prix et fait abstraction de tout ce qui n'en a pas. Il n'a qu'un but, la réalisation de la différence maximale entre les coûts de production et les profits des firmes privées, sans égard pour les effets sur l'ensemble de la communauté.

Cela a des résultats bien particuliers. Par exemple, l'accroissement des profits privés peut réduire le revenu national total, une économie, disons de 2 millions de dollars, obtenue par la rationalisation et les licenciements peut causer une perte de 4 millions de dollars à l'économie nationale (allocations chômage et réduction de la demande globale, en prenant en compte "l'effet démultiplicateur").

Les analyses bourgeoises du rapport coût-profit qui attribuent un prix imaginaire aux coûts sociaux et environnementaux (ce qu'on appelle "facteurs externes") reposent sur le présupposé que la vie humaine n'est qu'un moyen de la recherche maximum du profit.

D'un autre côté, les lois du marché n'équilibrent pas les "fourmitures" et les besoins humains physiques ou psychiques : elles n'équilibrent que les "marchandises" et la "demande solvable", c'est-à-dire le pouvoir d'achat disponible. La demande de consommation solvable, elle-même très inégalement répartie dans le système capitaliste, n'est pas du tout forcément en accord avec les besoins humains et sociaux.

L'industrie du bâtiment (par exemple), peut subir une dépression, car le marché des appartements de luxe s'est effondré, alors que des dizaines de milliers de familles à faible revenu vivent dans des logements de location en-dessous des

normes d'habitabilité. La demande solvable est aussi sujette à des influences irrationnelles dues à la publicité et à la mode, qui sont autrement plus puissantes que toute "éthique écologique" propagée par les amoureux de la nature.

La société de marché reste nécessairement prisonnière de préjugés idéologiques car c'est sa structure même qui donne la préférence aux dépenses individuelles et non collectives.

Il y a un lien évident entre cette critique marxiste générale de l'économie de marché et la pollution de l'environnement. L'économie de marché (dont le capitalisme n'est que la forme la plus développée) tend à piller les ressources naturelles dans la mesure où elles ne coûtent rien ou ont un prix très faible.

Là où la terre est chère, parce qu'elle a été rendue fertile par des millions d'heures de travail, l'agriculture commercialisée la traite avec grand respect. Mais là où son prix est faible ou seulement nominal, elle engendre un gaspillage monstrueux et des dommages irréparables.

Les fleuves qui restent propriétés publiques et n'ont pas de prix sont transformés en égouts d'usines. L'air pur, sans prix, est pollué par la fumée des cheminées et les gaz d'échappement. Et ainsi de suite, jusqu'à la nausée.

Une autre conséquence de la logique de l'économie de marché est le cadre temporel strictement limité dans lequel les décisions d'investissement sont prises. Une entreprise privée s'efforce d'obtenir le maximum de profits en un temps limité.

Cela crée une logique "après nous, le déluge".

Technologie et forces du marché

Quand le capital investi a été amorti, les profits réalisés et consommés productivement ou improductivement, le cycle de reproduction du capital est bouclé. Mais la nature a des besoins qui sont indépendants des lois du profit ou de la demande solvable, tels que le recyclage des produits de déchets et la restauration des équilibres écologiques. Ce n'est souvent que des décennies après l'introduction d'un processus particulier de production que son coût social dépasse de beaucoup la richesse privée produite.

Les apologistes du capitalisme des "forces de marché" s'accorderont souvent sur l'idée que le système comporte des ten-

dances internes à la destruction de l'environnement. Mais, arguent-ils, elles peuvent être réduites au minimum par l'intervention de l'Etat. C'est là un bien piètre argument.

C'est exactement dans la période qui a commencé dans les années 30, moment où l'intervention de l'Etat dans les pays occidentaux s'est massivement accrue, que la plus formidable augmentation de la pollution de l'environnement s'est produite. La politique capitaliste suit l'économie capitaliste.

La pollution dans le monde post-capitaliste

La conception de l'Etat comme "instrument neutre" est un fantasme technocratique. Dans une société capitaliste l'Etat est un moyen d'organiser les intérêts communs des capitalistes.

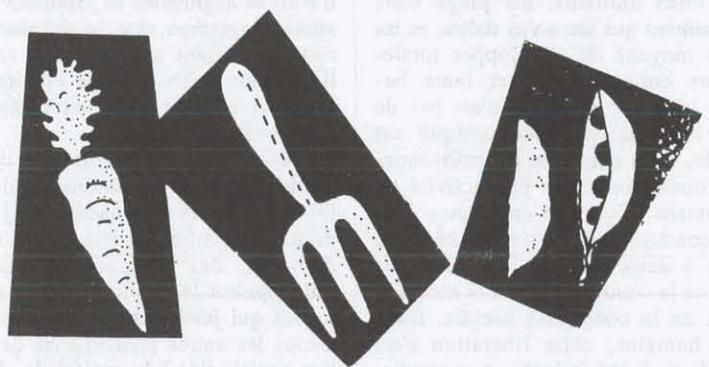
Il est significatif que les sanctions légales et les interdictions compatibles avec ces intérêts communs ne sont mises en place qu'après que les processus de production et les produits qui en sont issus se sont révélés dommageables. C'est-à-dire après que les dommages ont été causés. Et lorsque le choix est entre une production néfaste sur le plan écologique ou social et le chômage, la plupart des travailleurs n'accepteront pas volontiers de se licencier eux-mêmes.

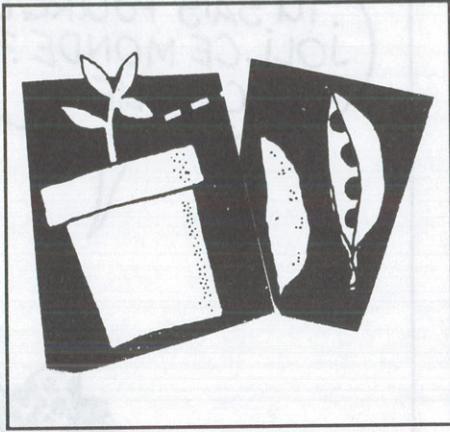
Ces éléments indiquent clairement pourquoi une économie planifiée est, par principe, supérieure à une économie de marché du point de vue de l'écologie. Elle garantit le plein emploi et peut attribuer des ressources selon des critères "non-économiques".

Sur la base d'une planification démocratiquement centralisée, les coûts sociaux et les profits découlant de plans d'investissements alternatifs peuvent être comptabilisés d'avance. Les effets, à long terme, sur la société et sur la biosphère peuvent être pris en compte.

Cela n'est possible que si l'on n'a plus à faire à des budgets de milliers de firmes privées et concurrentes, budgets qui restent des "secrets d'affaires", mais à un seul budget social qui alloue des ressources sur la base d'un débat public et démocratique.

Le fameux rapport du Club de Rome (1972) a souligné trois menaces écologiques principales dues à la croissance incontrôlée, pollution, épuisement des res-





sources naturelles et surpopulation. La faille dans ces documents alarmistes et d'autres ultérieurs, c'est l'étroitesse de leur point de vue bourgeois.

Toutes ces extrapolations sont basées sur les tendances actuellement existantes. Elles découlent de prémisses selon lesquelles la société et la technologie contemporaines sont les seules possibles. Des écrivains comme Barry Commoner ont expliqué la nature mythique de cette affirmation (1).

La technologie développée par la civilisation capitaliste n'est pas destinée à la destruction de l'environnement de façon inhérente et inévitable. Les inventions technologiques les plus importantes réduisent parfois la pollution globale (remplacement des combustibles fossiles par l'électricité, etc.).

Alternatives

Les progrès des sciences exactes ont créé un large éventail d'alternatives écologiques. Certaines options ont été choisies, de préférence à d'autres, sans véritable égard pour leurs conséquences écologiques, parce que le critère de décision était la rentabilité des firmes privées.

Quiconque étudie concrètement les causes de la rapide escalade de la pollution industrielle depuis la Deuxième Guerre mondiale ne blâmera pas la "technologie" en tant que telle, mais le choix de technologies particulières qui, rétrospectivement, apparaissent comme totalement irresponsables. Par exemple, est-ce que l'automobile, telle que nous la connaissons aujourd'hui est la seule forme possible de transport, ou la plus efficace ? Etant donné l'invention des transports en commun et des voitures mues par l'électricité, le gaz et la vapeur, il est clair que la réponse est non.

Si Henri Ford et compagnie n'avaient pas conspiré avec les trusts pétroliers, si l'Etat n'avait pas fondé ou subventionné la construction de routes, nous aurions finalement très probablement eu un système de transports tout différent.

Le désastre de Tchernobyl a illustré, une fois de plus, le fait que la pollution de l'environnement est très réelle dans les pays dits socialistes. Les dégâts écologiques auxquels les travailleurs ont dû faire face dans ces pays ont été décrits en

détail par de nombreux écrivains. Est-ce que cela sape la viabilité du socialisme au sens marxiste classique du terme ? Cela dépend. Beaucoup de "marxistes-léninistes" auto-proclamés s'acharment à défendre les pays post-capitalistes, et les bureaucraties qui les dirigent, becs et ongles, comme "phares du socialisme". Ils se trouvent ainsi confrontés à un problème idéologique majeur.

Si le socialisme a effectivement été construit dans un seul pays, l'Union soviétique, la Chine, l'Allemagne de l'Est ou autre, comment la "pollution socialiste" et la "destruction socialiste de l'environnement" peuvent-elles être expliquées ?

Mais les marxistes qui s'en tiennent à la conception internationaliste du socialisme de Marx et Lénine, une société globale fondée sur l'autogestion ouvrière et une forme de démocratie politique supérieure à la démocratie parlementaire bourgeoise, appréhendent différemment ce problème.

Ils prennent, les prétendues sociétés socialistes pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des formes transitoires, des Etats ouvriers bureaucratisés. Ils peuvent analyser leurs réussites et leurs échecs en utilisant exactement les mêmes critères et méthodes dont Marx s'est servi pour analyser la société capitaliste.

Les problèmes écologiques dans le monde post-capitaliste découlent principalement du jeu de trois facteurs.

Le premier, et le plus évident, est le retard de développement. Pour des raisons que Marx et Engels n'avaient pas prévues, la révolution socialiste mondiale a obtenu ses premières victoires dans des pays arriérés ("arriération" mesurée par le niveau moyen de productivité du travail, le taux de mortalité infantile et autres indices de culture matérielle). Cela a eu de très graves conséquences pour les tentatives de construction socialiste dans ces pays, dont la moindre n'est pas la lourde dépendance envers les technologies de l'industrie capitaliste.

La "pollution socialiste"

Ensuite, bien que le marché (en jargon marxiste, la "loi de la valeur"), ne domine plus, dans ces pays, la répartition des ressources, il continue d'exercer une influence majeure sur la vie économique. En effet, ses mécanismes de prix, ses critères de profit et de production des biens n'ont été que partiellement abolis, à cause des pressions et contraintes exercées par le marché capitaliste mondial (et, par l'impérialisme, en général).

Finalement, il faut blâmer directement, pour toute une série de décisions de planification insensées sur le plan écologique, la planification bureaucratiquement centralisée agissant dans le seul intérêt des castes bureaucratiques dirigeantes de ces pays. Quand on ne donne pas à l'impact écologique de différents choix de planification la considération qui lui est due, qu'il n'y a pas de débat public, et que cela reste même "secret d'Etat", la mère-

nature et les travailleurs ordinaires en souffrent obligatoirement.

Quelques conclusions

Les "Verts" ont souvent critiqué les marxistes et les socialistes pour avoir ignoré les problèmes écologiques. Plusieurs de ces critiques sont justifiées. Mais faire porter le blâme, pour cette négligence, sur Marx ou le marxisme est erroné et se trompe de cible.

L'analyse marxiste du capitalisme et de la société de classes fournit une explication globale, systématique de la crise écologique d'ensemble, qui est libre de tout moralisme et de tout mysticisme. Tenir le marxisme pour responsable du pillage de l'environnement dans le monde post-capitaliste est un peu comme condamner la médecine moderne et appeler au retour de la charlatanerie institutionnelle, sur la base du fait que tant de patients n'auront pas pu être soignés au cours des 70 dernières années, à cause d'un traitement médical inadéquat (en admettant que l'idéologie marxiste-léniniste officielle a beaucoup en commun avec la charlatanerie institutionnelle, comme en conviennent aujourd'hui de nombreux marxistes soviétiques et chinois).

Les points saillants à souligner sont que le socialisme ne peut pas se bâtir sur des monceaux de débris et que les questions écologiques ne peuvent attendre jusqu'à la révolution. Par implication, les socialistes ne peuvent se permettre de laisser la politique verte aux "Verts".

La guérilla des écologistes contre les pollueurs capitalistes et les vandales de l'environnement est admirable et souvent héroïque. Mais à moins d'être intégrée à un programme socialiste elle reste limitée à la résistance. Et à moins de la lier à une lutte et à une stratégie anti-capitalistes plus larges, la bataille pour des conditions de vie et de travail saines sera entravée par les experts libéro-technocratiques et le crétinisme parlementaire.

La principale faiblesse politique des partis verts est leur manque de clarté sur les agents sociaux qui peuvent mener à bien les changements socio-structurels exigés par la crise écologique. Cette faiblesse découle d'une analyse déficiente du système social qui continue à dominer le monde, le système capitaliste.

Plus les crimes contre l'environnement commis par la société du "plus de marché" sont dévoilés, et plus une conscience écologiste croît chez les travailleurs de la base, plus la nécessité d'un changement social révolutionnaire apparaîtra clairement. ■

New Zealand Monthly Review
Octobre 1988.

1) S. Barry Commoner, voir par exemple "Nucléaire et Tiers-monde" dans *Inprecor* numéro 254 du 3 novembre 1987.

CHINE

Statistiques truquées

LE CONTROLE DES NAISSANCES est très strict en Chine, car si un quart de la population mondiale y vit, celle-ci ne possède que 7% des terres cultivables. Les couples ne sont autorisés à avoir qu'un seul enfant. Cette politique a été récemment assouplie à cause du massacre des petites filles par des parents qui voulaient absolument avoir un garçon. Désormais, les couples paysans dont le premier enfant est une fille, ont le droit d'en avoir un second. Le gouvernement s'était fixé pour objectif de ne pas dépasser le seuil des 1,2 milliard d'habitants pour l'an 2000. Mais les autorités chinoises viennent de découvrir que la majorité des responsables régionaux du planning familial falsifiaient à la baisse les statistiques des naissances, afin d'éviter des blâmes de leurs supérieurs. Après la découverte de cette falsification, le ministre responsable du planning familial, Peng Peiyun, a reconnu qu'en l'an 2000, la population chinoise comptera 70 millions d'habitants de plus que prévu. ★

GRANDE-BRETAGNE

Nouvelles fermetures de mines

LES RESTRUCTURATIONS industrielles en Grande Bretagne, menacent de nouveau les charbonnages. En 1989, 20 000 emplois et 10 mines sont menacés par la nouvelle vague de fermeture de mines qui rappelle celle qui fut à l'origine de la grève des mineurs en 1984-1985. Ces chiffres risquent de grossir si l'industrie électrique, privatisée par Thatcher, décide d'importer encore plus de charbon de l'étranger, ou d'utiliser davantage de pétrole et de gaz pour la production d'électricité. ★

COLOMBIE

Nouveau massacre des escadrons de la mort

42 MORTS et 35 blessés, tel est le bilan du dernier massacre perpétré par une organisation paramilitaire, dans la petite ville minière de Segovia dans le nord-est de la province d'Antioquia. Ce groupe, qui s'intitule "Mort aux révolutionnaires du Nordeste", s'est fixé comme objectif de ne plus permettre

à la gauche de s'étendre dans cette province. Cette tuerie fut à la fois aveugle et sélective. "Ils sont descendus de voiture et ont commencé à tirer sur tout ce qui bougeait" raconte un témoin. Ils tirèrent d'abord sur les passants de la rue centrale, puis contre des enfants qui passaient sur bicyclette. Ensuite, ils entrèrent dans un bar, regroupèrent les présents et leur lancèrent 3 grenades. Après la boucherie aveugle vint la chasse à l'homme. Trois dirigeants politiques furent abattus et enfin, liste en main, les hommes du commando firent le tour des propriétés en exécutant ceux qui y figuraient. Une grève civique illimitée a été décidée pour exiger la mise en place d'une commission d'enquête. Les autorités de Segovia ont du mal à expliquer pourquoi ni l'armée ni la police ne sont intervenues pendant tout le temps du massacre. ★

INDE

Un million de grévistes

REPENDANT au mot d'ordre de grève d'une semaine, lancé par la Centrale des syndicats indiens (CSI), près d'un million d'ouvriers des usines de Delhi et de la ville voisine de Ghaziabad, ont arrêté le travail à partir du 20 novembre 1988. La principale revendication des travailleurs est une augmentation de 100% du salaire minimum actuel, qui est de 562 roupies (260 FF !). Cette grève est une nouveauté en Inde, par rapport aux grèves routinières d'une journée. "Nous en avons assez des grèves sans impact et nous avons donc décidé de passer au stade supérieur", ont déclaré les dirigeants de la CSI. ★

SUEDE

Réforme fiscale

LE GOUVERNEMENT social-démocrate suédois a pris la décision de procéder à une réforme fiscale qui tranche radicalement avec le système en vigueur, qui taxait les hauts revenus à 75% et les bas salaires à 35%. Avec cette réforme qui s'étalera sur deux ans, les tranches supérieures ne seront plus taxées qu'à 60%. Pour un revenu annuel de 240 000 couronnes suédoises (1 Krs = 0,94 FF), la réduction d'impôt sera de l'ordre de 36 000 Krs, alors que ceux qui ne gagnent que 90 000 Krs par an ne pourront avoir que 2 000 Krs de réduction d'impôt.



Les 60 milliards Krs de manque à gagner pour l'Etat, seront partiellement compensés par l'augmentation de la TVA (actuellement de 23,5%) sur les services et les denrées de consommation courante, ce qui aura des conséquences dramatiques pour les petits budgets. Les dirigeants syndicaux ont qualifié de "farce" la proposition gouvernementale d'augmenter également l'imposition du capital, car l'Etat a tout le mal du monde à récolter la totalité des impôts sur le capital qui existent déjà. Cette année, la part du capital dans le total des revenus fiscaux a été de 2,4%, celle des salariés de 92,1%. ★

CHILI

Première manifestation syndicale

8 000 PERSONNES environ ont répondu à l'appel de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), le 6 novembre 1988, pour exprimer leur solidarité avec leurs président et vice-président, Manuel Bustos (démocrate-chrétien) et Arturo Martinez (socialiste) qui sont toujours en relégation à 350 kilomètres de Santiago. Dans le rassemblement, la CUT a lancé



un appel à la mobilisation contre le régime. Un mois après la victoire du "Non", dénonce le syndicat, rien n'a changé au Chili. Les manifestants scandaient "Assez de conciliation, l'heure est à la lutte" et demandaient que la CUT appelle à la grève générale. ★

BULGARIE

Le café, "boisson d'intellectuels"

LES PRIX DU SUCRE, du café et des journaux ont augmenté de 50% à 100% en Bulgarie. Depuis début octobre, les Bulgares doivent payer 50 Leva (près de 350 FF) pour un kilo de café emballé sous vide ou 14 Leva (près de 100 FF) pour un kilo de café de moindre qualité, importé du Vietnam. Avec cette nouvelle hausse, la seconde en trois ans, le café est devenu un luxe quasi-inaccessible. Il l'était certes déjà auparavant, en raison de la pénurie qui frappe les marchés bulgares depuis plusieurs années. Mais pour justifier cette hausse des prix, les autorités bulgares ont déclaré que "le café satisfait les besoins d'une catégorie spécifique de la population (les intellectuels)". Le prix du sucre a été augmenté car "des prix trop bas poussaient à une consommation inappropriée, pour fabriquer de l'alcool

à domicile, par exemple".

Quant aux journaux, quels qu'en soient les prix, ils sont de toutes façons peu lus. Le gouvernement l'a d'ailleurs explicitement reconnu, puisque plusieurs journaux viennent d'être supprimés, faute de lecteurs... ★

ALLEMAGNE DE L'EST

Ceausescu au palais l'opposition en prison

LE CONDUCTADOR roumain a été chaleureusement accueilli par ses homologues de l'Allemagne de l'Est (RDA), lors de la visite officielle qu'il a effectuée dans ce pays, à la mi-novembre. Ceux-ci se formalisent peu du projet du dirigeant roumain de raser 7 000 villages en Transylvanie, dont certains sont pourtant habités par la minorité ethnique allemande. "C'est une banale affaire intérieure de la Roumanie", disent-ils. Avec la Tchécoslovaquie, ces deux pays ont en effet en commun leur opposition farouche à la *perestroïka* en Union soviétique.

Les membres des groupes de droits de l'Homme d'Allemagne de l'Est ont voulu manifester contre la visite de Ceausescu dans leur pays, en organisant notamment une réunion dans une église de Berlin-Est. Mais la police les en a empêchés, en les accusant de "porter préjudice à la politique extérieure de la RDA". Plusieurs dizaines d'entre-eux ont été assignés à résidence durant la visite du dirigeant roumain. ★

PEROU

Dix mille morts en 8 ans dans la "sale guerre"

AMERICAS WATCH, une organisation américaine qui s'occupe des droits de l'Homme, a accusé le gouvernement péruvien d'Alan Garcia d'approuver tacitement "les exécutions sommaires, les arrestations arbitraires, les tortures et les enlèvements de civils" qui sont l'œuvre de l'armée péruvienne dans sa guerre qui dure depuis 8 ans contre Sentier lumineux. D'après le gouvernement, 10 627 personnes ont été tuées, de 1980 à 1987, dont 560 soldats et policiers ; 3 906 civils et 6 161 "terroristes communistes", autrement dit, d'autres civils.

Le 20 octobre 1988, à Lima, Osman Morote Barrionuevo, considéré comme le "numéro 2" de Sentier lumineux, a été condamné à 15 ans de prison. Sa tête ainsi que celle du dirigeant de Sentier lumineux, Abimael Guzman, était mise à prix pour plus de 20 000 dollars... ★

PORTUGAL

Exclusion du Comité central

LE COMITE CENTRAL du Parti communiste portugais qui s'est réuni à la mi-novembre a exclu de cette instance Zita Saebra qui, depuis le mois de mai dernier, ne faisait déjà plus partie du Bureau politique.

"La conduite de Zita Saebra, qui a choisi la voie de la défiance, est incompatible avec sa position de membre du Comité central. (...) Elle s'est présentée comme une victime des persécutions politiques, invoquant constamment la *perestroïka* d'une façon déformée et insidieuse", commente la déclaration du PCP qui a suivi cette exclusion.

Agée de 39 ans, Zita Saebra était, jusqu'à ce qu'elle s'adonne à la contestation, l'une des enfants chéries du parti par son talent d'oratrice et la popularité que lui valut sa lutte pour la légalisation de l'avortement après la Révolution des œillets.

Cette exclusion laisse peu de place à un éventuel compromis entre les groupes critiques du PCP et la direction, à la veille du Congrès national qui se tiendra du 1er au 4 décembre prochain. ★

UNION SOVIETIQUE

Les œuvres de Trotsky bientôt publiées ?

SELON UNE DEPECHE de l'agence Reuter, datée du 26 octobre 1988, Victoria Tcheremych, au nom du Comité d'Etat pour les publications en Union soviétique, a déclaré ce jour-là à Radio Moscou, que les étudiants de l'Institut pour l'Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), préparent la publication d'œuvres de Trotsky. Récemment, la permission avait également été accordée pour que des films documentaires, dans lesquels Trotsky apparaît largement, soient extraits des archives. Jusqu'à l'année dernière, tout cela était tabou en URSS. D'autre part, dans le fascicule d'octobre 1988 de la revue *Sovietski Istorî*, le Dr. Startsev publie un article qui affirme qu'au cours des débats qui ont traversé le PCUS après 1923, de tous les dirigeants, c'était Trotsky qui était le plus proche des idées de Lénine. C'est la première fois qu'une telle opinion est exprimée dans un organe légal en Union soviétique.

Cette déclaration intervient alors même que le fils cadet de Trotsky, Sergueï Sedov, ingénieur exécuté à Moscou en 1937, et dont le seul crime était ... d'être le fils de Trotsky, vient d'être réhabilité. ★

Grèves de la faim, grèves des affamés

LA TRANSITION DE LA DICTATURE MILITAIRE à un régime civil "normalisé" en Turquie s'achèvera, en principe, en novembre 1989, lors du vote au Parlement pour désigner un nouveau président de la République, à la place du général Evren. Mais celui-ci a d'ores et déjà manifesté son intention de briguer un second mandat.

Le Premier ministre Özal est aussi candidat à la succession. Il est cependant affaibli par ses difficultés, sur le plan économique, avec un taux d'inflation qui approche dangereusement de la barre des 100% ; sur le plan politique, avec les dissensions internes de son parti, l'ANAP (Parti de la mère-patrie) et la défaite subie au référendum du 25 septembre ; sur le plan social, avec le réveil des luttes ouvrières et les grèves massives qui s'annoncent dans le secteur public.

La "normalisation" parlementaire n'a pas effacé les traces du coup d'Etat de 1980. La grève de la faim de près de 2 000 prisonniers politiques, qui dure depuis plus d'un mois dans une vingtaine de pénitenciers, dévoile les limites de l'ouverture, malgré tous les maquillages démocratiques destinés à faciliter l'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne.

Erdal TAN

LA TORTURE SYSTEMATIQUE, les conditions de vie inhumaines et les humiliations avaient déjà provoqué des grèves de la faim, notamment en 1983 et 1984, où plusieurs grévistes avaient trouvé la mort.

Les luttes dans les prisons sont relayées à l'extérieur par des campagnes de solidarité à l'initiative d'associations comme la Ligue turque des droits de l'Homme (IHD) ou l'Association de solidarité avec les familles des détenus (TAYAD), dont plusieurs dirigeants ont été arrêtés ces derniers jours.

Les révoltes ont éclaté avec la mise en application de la circulaire du 1er août, du nouveau ministre de la Justice, Topaç, qui a remis en vigueur les méthodes ultra-répressives de la période de la loi martiale : réintroduction de l'obligation de porter l'uniforme carcéral, y compris pour ceux qui sont en détention préventive ; censure accrue sur les livres et journaux et les communications avec l'extérieur ; interdiction de l'utilisation de radio, de magnétophone ou de machine à écrire. Les heures de promenade pour les détenus politiques de gauche ont été arbitrairement diminuées ; le droit de visite hebdomadaire est devenu bimensuel ; l'utilisation collective des cuisines a été interdite aux détenus et les colis alimentaires envoyés

par leurs proches ont été confisqués. Au 21 novembre, la grève en est à son 37e jour au pénitencier de Diyarbakir et le dernier chiffre avancé pour le nombre total de grévistes est de 1 839, dont près d'une centaine ont été hospitalisés dans un état grave. Ils ont néanmoins refusé les soins, et une dizaine d'entre-eux sont à l'article de la mort.

Pour la dignité humaine

Au-delà de la suppression du port obligatoire de l'uniforme carcéral et des nouvelles restrictions imposées par la circulaire du 1er août, les grévistes exigent la suppression de l'enchaînement des détenus les uns aux autres lors des déplacements (au tribunal, à l'hôpital etc) ; la fin des bastonnades et des tortures ; l'arrêt des peines disciplinaires arbitraires, notamment l'annulation disciplinaire des réductions de peine et ils protestent contre le vandalisme et les pillages lors des fouilles ; ils réclament le droit de parler face à face avec leurs avocats ; le droit de parler leur langue maternelle lors des visites. Ce dernier point est crucial pour les détenus kurdes, dont les parents — surtout les mères — ne parlent en général que le kurde. Or, officiellement, cette langue n'existe pas en Turquie et par consé-

quent, il leur est interdit de l'utiliser lors des visites.

Un large mouvement de solidarité s'est organisé à l'extérieur, à l'initiative des parents des détenus, de l'IHD, de TAYAD et d'autres associations progressistes. A Diyarbakir, en signe de solidarité avec leurs enfants, 35 parents de détenus, dont 30 femmes, en majorité des personnes âgées, font la grève de la faim depuis 23 jours dans les locaux du Parti populiste social-démocrate (SHP). Deux mères de détenus sont dans un état critique mais ont refusé les soins à l'hôpital. Des actions semblables ont été organisées dans plusieurs autres villes.

Le 11 novembre, à la sortie d'une réunion du TAYAD, à Istanbul, Hanim Sönmez, la mère d'un militant du Parti ouvrier du Kurdistan (PKK), condamné à perpétuité, en grève de la faim depuis 25 jours et dont elle était sans nouvelles, a tenté de s'immoler par le feu sur la place publique.

"A la Thatcher"

Le gouvernement fait la sourde oreille et adopte une politique "à la Thatcher". Quoi qu'il en soit, la lutte dans les prisons, la brutalité de la répression et le cynisme du pouvoir ont montré que peu de choses avaient réellement changé depuis la dictature militaire.

Certes, la situation n'est plus tout à fait la même, une libéralisation lente et progressive a élargi l'espace politique. Mais les acquis sont très précaires et le socle répressif mis en place par les militaires est toujours présent.

Par exemple, il y a 4 ans, le président et le secrétaire général de la Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK), Bastürk et Isiklar, étaient en prison et risquaient la peine de mort ; aujourd'hui, ils sont députés du SHP... mais la DISK est toujours hors-la-loi et les lois syndicales instaurées par le régime militaire sont toujours en vigueur. La censure sur la presse s'est assouplie et même des journaux de gauche et d'extrême-gauche ont pu être publiés légalement. Mais en quatre ans de pouvoir civil, de 1984 à 1988, 2 127 journalistes ont été poursuivis et 1 426 procès ont été intentés pour "délict de presse".

Au mois de janvier, la Turquie a signé la Convention européenne sur la torture, sans que diminue pour autant le nombre de torturés, à l'instar du rédacteur de la revue *Yeni Çözüm*, qui a été arrêté le 11 novembre dernier et torturé pendant quatre jours, à un tel point, qu'il a tenté de se suicider en s'ouvrant les veines à la préfecture de police d'Ankara.

La loi martiale a été levée, mais elle a été remplacée dans les provinces du Kurdistan par "l'Etat d'exception" et dans le reste du pays, par le renforcement des effectifs de police qui ont augmenté de 50% en quelques années.

La police n'hésite d'ailleurs pas à effectuer des exécutions sommaires. Au mois d'octobre, près d'Istanbul, la police

a criblé de balles — 283 cartouches ! — une voiture où se trouvaient quatre militants présumés d'un groupe d'extrême gauche, alors qu'ils étaient manifestement désarmés. Malgré la levée de la loi martiale, les procès de masse d'organisations de gauche se poursuivent devant les tribunaux militaires. Au procès de Dev-Yol (la Voie révolutionnaire) qui se déroule actuellement au tribunal militaire d'Ankara, 74 des 723 inculpés risquent la peine de mort. Au tribunal militaire d'Istanbul, après 7 ans de "détention préventive" (!), les 1 243 inculpés du procès de Dev-Sol (la Gauche révolutionnaire), ont pu commencer, au mois d'octobre, à présenter leur défense. 180 d'entre-eux risquent la peine de mort.

Il y a aussi quelques "progrès" sur la question kurde qui n'est plus un tabou absolu, même au parlement et dans la presse bourgeoise. Özal a fait élire, sur ses listes, un ancien député kurde qui avait été emprisonné et torturé sous la loi martiale, pour "séparatisme kurde". Mais au Kurdistan, des centaines de personnes, soupçonnées d'avoir des liens avec le PKK, sont arrêtées et torturées et la gendarmerie a reçu l'ordre de "tirer pour tuer" sur les militants présumés du PKK.

Réfugiés kurdes

L'attitude du gouvernement turc face aux réfugiés kurdes qui fuyaient l'Irak et les massacres à l'arme chimique, est un autre exemple de l'hypocrisie et du cynisme du gouvernement d'Özal. Refusant d'abord de leur ouvrir la frontière, Özal a été obligé de céder sous la pression "physique" des cent mille réfugiés entassés le long de la frontière. Mais il a réussi à présenter cela comme une preuve du caractère humaniste et démocratique de son gouvernement ! Des aménagements et équipements d'infrastructure ont été acheminés sur place de façon spectaculaire, toujours afin de soigner cette image de marque... et de tenter de récupérer pour le référendum du 25 septembre, le suffrage des Kurdes de Turquie.

Mais en réalité, les réfugiés kurdes ont été entassés dans de véritables camps de concentration ; fouillés et fichés "afin d'éviter l'infiltration de militants du PKK". Le gouvernement fait toutes sortes de pressions directes et indirectes pour les forcer à rentrer en Irak ou à partir en Iran qui ne veut plus les accepter.

Le ravitaillement est largement insuffisant, en quantité et qualité. Le journal *Kurdistan press*, publié en Europe, rapporte que le gouvernement n'a pas transmis l'aide internationale aux réfugiés, qu'il a empêché les notables kurdes de Diyarbakir d'apporter une aide matérielle aux réfugiés et qu'il a tout fait pour cacher les preuves de l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak, son allié dans la répression contre les Kurdes. "Ils ont commis un grand crime contre l'Etat : ils se sont rebellés.(...) S'il n'y avait pas l'Occident,

nous leur aurions montré de quel bois on se chauffe, ici. Non, personne n'a été torturé, grâce à l'Occident, bien entendu". Ces paroles du préfet de Hakkari, petite ville kurde à la frontière irakienne (*Vers 2 000*, 16 octobre 1988) illustrent bien ce qu'a été réellement la politique du gouvernement turc par rapport aux réfugiés kurdes...

Quelle ouverture ?

Le voyage officiel en Allemagne du Président de la république, Evren, au mois d'octobre, a consacré la reconnaissance de sa "respectabilité" par l'Europe. La déclaration qu'il a faite lors de ce voyage : "un jour, la Turquie devrait aussi avoir son Parti communiste légal" a été saluée par une partie de la presse turque et internatio-



Turgut ÖZAL le Premier ministre turc

nale comme la preuve d'une ouverture en Turquie. Pourtant, ce n'était pas la première fois que le général soulevait une telle possibilité pour un futur vague et lointain. Par ailleurs, même si on fait abstraction du fait que les deux principaux dirigeants de Parti communiste unifié de Turquie (TBKP) sont toujours sous les verrous et jugés pour "propagande communiste", qu'à peine fondé, le Parti socialiste (SP), héritier du Parti ouvrier et paysan de Turquie (TIKP), dissous par les militaires, risque d'être interdit sous la même accusation... il est difficile de ne pas s'interroger sur les réelles intentions du général, si on se donne la peine de lire la suite de sa déclaration : "parce que tant qu'il n'y a pas de parti communiste, on ne sait plus qui l'est et qui ne l'est pas, et ils s'infiltreront dans les autres partis. De toute façon, la création d'un tel parti ne pourrait se faire que si le peuple le veut et devrait de certainement être soumise à un référen-

dum". Or il est clair que dans la situation actuelle, un référendum sur la question de la légalisation du PC se solderait par un raz-de-marée conservateur en faveur du "non". Dans une période de dépolitisation, de repli des mouvements et des organisations de masse, et surtout, lorsque les libertés démocratiques sont limitées à l'extrême et que les canaux d'information sont bouchés, le référendum peut devenir un plébiscite de caractère fascisant.

Le recours systématique au référendum est une arme aux mains du pouvoir, pour détourner l'attention des problèmes réels, masquer les enjeux fondamentaux et approfondir la dépolitisation. Le référendum du 25 septembre, organisé par Özal pour avancer de 4 mois, la date des élections municipales, prévues pour mars 1989, allait tout à fait dans ce sens. Özal était pressé de mettre en application de nouvelles mesures d'austérité qui lui auraient fait perdre des voix si elles étaient appliquées à la veille des municipales. L'opposition, de son côté, a tenté de transformer ce référendum en vote de méfiance contre le gouvernement. La campagne a donc été chaotique et personne ne savait plus pour quoi on votait.

Le "non" l'a emporté avec plus de 65% des voix. Mais, vainqueur sur le papier, l'opposition s'est trouvée incapable de traduire ce score sur le plan politique et bien qu'affaibli, Özal a pu tirer les marrons du feu. Il s'est même déclaré vainqueur. Car si les "non" étaient l'expression d'un désaveu du gouvernement, les "oui" en revanche signifiaient un soutien à Özal. Celui-ci retrouvait donc, à 1% près, le score de 36% qu'il avait obtenu aux élections législatives de novembre 1987 et qui, grâce aux subtilités du système électoral, lui avait apporté les deux-tiers des sièges. (1)

La "sainte alliance"

L'ANAP semble avoir réussi à stabiliser un électoralat urbain, surtout dans le lumpenproletariat dans les bidonvilles et dans la petite bourgeoisie urbaine. L'ANAP n'est pas un parti de cadres, mais plutôt un cartel qui ne tient qu'autour de la personnalité du Premier ministre, et qui est basé sur le clientélisme et les avantages du pouvoir.

La base militante du parti est surtout aux mains de la "sainte alliance" qui regroupe d'anciens militants du parti islamiste et les anciens militants fascistes. Lors du congrès de l'ANAP au mois de juin 1988, plusieurs partisans de la "sainte alliance" ont été élus à la place de "libéraux" qui avaient le soutien d'Özal. Mais malgré leur victoire, ils ont été écartés de certains postes clefs, dans le parti et au gouvernement. Özal voulait en effet conserver la vitrine "libérale et moderniste" de son parti.

1) Sur le résultat des élections législatives, voir *Inprecor* numéro 258 du 1er février 1988.

Si à la veille du référendum, Özal a menacé de se retirer de la politique en cas de défaite "significative", c'était surtout pour mettre au pas les partisans de la "sainte alliance" qui sabotaient discrètement la campagne pour exprimer leur mécontentement. Même si cette menace a suffi pour remettre l'ordre durant la campagne, les frictions dans l'ANAP sont loin d'être terminées.

Plus qu'à des divergences idéologiques, qui sont certes réelles mais relatives, ces affrontements sont liés à des luttes d'influence pour avoir accès aux postes de pouvoir qui permettraient de satisfaire la clientèle, et de s'enrichir. La corruption des ministres et de leur entourage est notoire et ce sont souvent les députés de l'ANAP qui dénoncent leurs propres ministres, notamment sur les scandales financiers autour des primes et réductions d'impôts pour des exportations fictives.

L'attentat contre Özal

L'attentat contre Özal, durant le congrès de l'ANAP au mois de juin dernier, effectué par un ancien militant fasciste, pourrait être lié à ce genre d'affaires. De nombreux ex-militants fascistes se sont en effet recyclés dans la mafia avec laquelle ils entretenaient déjà des liens étroits avant le coup d'Etat, avec le trafic d'armes et de drogue.

La crise au sein de la droite est aussi le reflet du mécontentement de certains secteurs de la bourgeoisie. Mais malgré ses difficultés, Özal bénéficie toujours du soutien de la grande bourgeoisie qui a d'ailleurs toutes les raisons d'être satisfaite de lui. D'après l'enquête annuelle de la Chambre de l'industrie d'Istanbul, portant sur les 500 plus grandes entreprises de Turquie, la part des profits dans le chiffre d'affaires, est passée de 23,7% en 1986 à

27% en 1987 alors que celle des salaires diminuait de 37,9% en 1986 à 34,4% en 1987. Toujours en 1987, les deux principaux holdings du pays, Koç et Sabanci ont accru leurs bénéfices respectivement de 160% et 122%.

Régression des salaires

La grogne actuelle dans les milieux d'affaires, est due au taux d'inflation qui va peut-être atteindre les 90% à la fin de l'année. La véritable difficulté vient du poids de la dette extérieure, qui est passée de 16 milliards de dollars en 1980 à plus de 38 milliards en 1987. Le service de la dette atteint les 7,9 milliards en 1988. Le taux de croissance qui avait été de 8% en 1986 sera ramené à 5% en 1988.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) veulent imposer un nouveau programme d'austérité avec compression budgétaire des investissements d'infrastructure et des services sociaux, ne veulent pas d'augmentation salariale dans le secteur public et exigent l'arrêt des subventions à l'agriculture.

Or c'est sur ces points qu'Özal est en difficulté sur le plan social. La baisse des revenus dans le secteur agricole pousse l'électorat rural à soutenir le Parti de la juste voix (DYP), dirigé par l'ancien premier ministre Demirel, grand rival d'Özal et candidat à sa succession en cas d'éclatement de l'ANAP.

Dans les villes, en revanche, Özal doit faire face à un regain d'activité au sein de la classe ouvrière qui a vu ses salaires réels baisser de 50% en dix ans, même d'après les chiffres officiels. De 1976 à 1986, la part des salaires dans le revenu national est passée de 33,6% à 18,6% (le Produit national brut par habitant est de 1 110 dollars).

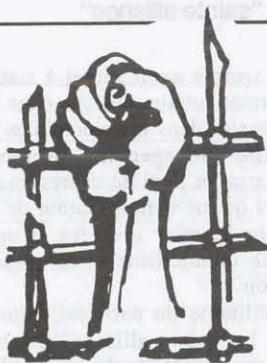
D'après une étude du syndicat Petrol-Is, si on prend l'année 1963 pour base 100, le salaire moyen a légèrement progressé pendant 15 ans, 107,6 en 1967 et 109,9 en 1977, puis a brutalement chuté dans la dernière décennie pour atteindre 45,1 en 1987 ! Dans le secteur public, les pertes salariales ont été de 32,7% pour les deux dernières années et de 25% en 1988.

Durant ces quatre dernières années, l'évolution des salaires a toujours été au dessous du taux d'inflation : 29% d'augmentation, pour un taux d'inflation officiel de 43% en 1984 ; 26% d'augmentation, taux d'inflation 47% en 1985 ; 26% d'augmentation pour 35% d'inflation en 1986 ; 35% d'augmentation salariale pour 67% d'inflation en 1987. Le salaire minimum net a été majoré de 60% au mois de juin et il est de l'ordre de 126 000 livres turques (LT), soit 60 dollars. Par ailleurs, le taux d'inflation officiel reflète mal la situation réelle. Alors que le taux d'inflation est actuellement de 78%, les denrées alimentaires de base ont connu une augmentation beaucoup plus grande : 104% pour le pain (aliment de base), 145% pour le riz, 131% pour l'huile et 96% pour les légumes.

Réveil des luttes

Poussés à bout par la détérioration de leurs conditions de vie et la baisse du pouvoir d'achat, les travailleurs commencent à exprimer leur mécontentement. Malgré toutes les restrictions et freins sur le droit de grève, le nombre d'heures de grèves a atteint 2 millions en 1987 et a dépassé 1 million pour les neufs premiers mois de 1988. Ce total est largement supérieur aux heures de grève en 1979 et 1980 (respectivement 1,1 et 1,3 million d'heures), avant le coup d'Etat. Les patrons, qui dénonçaient le chaos social à l'époque, sont pourtant plus sereins à l'heure actuelle. Cela s'explique peut-être par le fait qu'il s'agit, en partie, de grèves de longue durée, dans des petites entreprises, sans implications économiques majeures.

Mais les choses risquent de changer assez rapidement. Le récent conflit qui touche les usines de papeterie d'Etat, SEKA, illustre bien le nouvel état d'esprit des travailleurs. Dans ces usines qui n'avaient jamais connu de conflit sérieux depuis un demi-siècle, plus de 10 000 ouvriers sont en grève depuis le mois de septembre. Malgré un projet d'accord entre le syndicat Sellüloz-Is et le patronat lors de la négociation collective, les travailleurs ont organisé des assemblées générales extraordinaires et forcé à la rupture des négociations. Le gouvernement, de son côté, a tout fait pour retarder et empêcher la grève. Afin de la casser, trois jours avant son début, il a décidé d'exempter l'importation de papiers de journaux de toute taxe et de TVA faisant par la même occasion, un joli cadeau aux patrons de la grande presse. Depuis, le gouvernement refuse de céder et laisse traîner et pourrir le conflit. Après 70 jours de grève, les pertes économiques sont estimées à 173



8 ans de répression

D'après un bilan établi par l'Association turque des droits de l'Homme (IHD), à l'occasion du 8e anniversaire du coup d'Etat de septembre 1980, 700 000 personnes ont été détenues pour des motifs politiques. 210 000 procès ont été intentés par les procureurs civils et militaires, dont 202 000 ont abouti. Le rapport d'Amnesty international parle quant à lui de 250 000 arrestations.

50 condamnés à mort ont été exécutés, 220 attendent la ratification par l'Assemblée nationale, 100 autres condamnés à mort attendent la confirmation du verdict par la Cour militaire de cassation. Plus d'un millier de personnes sont mortes dans des "affrontements avec les forces de l'ordre". 177 personnes, au moins, sont mortes sous la torture.

D'après les chiffres officiels, les prisons civiles abritent encore plus de 50 000 personnes, dont près de 20 000 en détention préventive. Par ailleurs, malgré la levée de la loi martiale, il y a encore 1 400 détenus dans les prisons militaires. La majorité écrasante des prisonniers politiques appartient à divers groupes de gauche et d'extrême-gauche et aux organisations nationalistes kurdes. Selon le rapport de l'IHD, environ 30 000 réfugiés politiques turcs et kurdes se trouvent actuellement en Europe, et 14 000 d'entre-eux auraient été privés de leur nationalité turque.

(Bulletin Info-Türk, octobre 1988)



milliards de liras alors que la satisfaction des revendications salariales n'aurait coûté que 94 milliards.

Pour contourner les nombreuses restrictions du droit de grève, les travailleurs ont par ailleurs recours à des méthodes de résistance passive. Privés du droit de grève, car elles sont interdites dans le secteur du pétrole, les 3 500 travailleurs de la raffinerie d'Aliaga, liée au complexe pétro-chimique Petkim, ont décidé de boycotter les repas, d'aller travailler pieds nus ou d'emmener leurs bleus de travail à domicile et en dernier recours, de faire la grève de la faim. En signe de solidarité, début novembre, 80 000 travailleurs de divers entreprises ont boycotté les repas dans les cantines, à l'appel du syndicat Petrol-Is.

Le verrou syndical

Dans le secteur automobile, les travailleurs ont décidé de ne plus se raser la barbe, aux chantiers navals de Gölcük, 4 500 ouvriers ont boycotté les repas et bloqué la circulation sur la route nationale.

Dans les charbonnages, à Zonguldak, 45 000 mineurs s'opposent à leurs syndicats qui veulent signer la convention collective et s'appêtent à partir en grève. Actuellement, 55 000 travailleurs de diverses entreprises ont déjà déposé leur préavis de grève.

Les conventions collectives viennent à échéance, au début 1989, pour 640 000 salariés dont la grande majorité est dans le secteur public, où le gouvernement est fermement décidé à ne rien lâcher sur les salaires. On peut donc s'attendre à une vague de grèves massives à partir de février-mars 1989.

Même si certains ingrédients d'une explosion sociale sont réunis, il ne faut cependant pas tirer des conclusions hâtives et trop optimistes devant ce réveil de l'activité dans les entreprises. Il s'agit avant tout de grèves strictement économiques qui ne s'accompagnent pas automatiquement d'une prise de conscience susceptible de briser le carcan de la dépolitisation. Car parallèlement à leur niveau de vie, le niveau de conscience et d'organisation des travailleurs a aussi fortement régressé durant ces dernières années sous le poids de la démoralisation et des dé-

faites subies dans la période qui a précédé et suivi le coup d'Etat. Les huit années de stabilité bourgeoise et la politique de dépolitisation menée par les gouvernements civils et militaires ont laissé des traces profondes. D'autant plus qu'aucune alternative crédible, de gauche, ne se dessine, ni sur le plan syndical ni sur le plan politique.

Le taux de syndicalisation ne dépasse pas les 11% et la Türk-Is qui est devenue totalement hégémonique après la dissolution de la DISK, regroupe 83% des 2 millions de syndiqués. Certes, des militants syndicaux combattifs de la DISK sont actifs à la base de la Türk-Is qu'ils ont dû rejoindre, mais le fonctionnement très particulier de ce syndicat "d'Etat", dont la direction entretient des liens très étroits avec l'appareil d'Etat et le patronat, réduisent fortement leur champs d'action (2).

Certains syndicats autonomes adoptent parfois une attitude plus combative, mais ils sont encore trop faibles et luttent pour survivre. La loi sur les syndicats limite d'ailleurs leur capacité d'action, puisque pour pouvoir signer une convention collective dans une entreprise, un syndicat doit regrouper au moins 10% de tous les travailleurs de cette branche.

L'indigence du SHP

"L'aile gauche" de la Türk-Is, quant à elle, est intégrée dans l'appareil du SHP et malgré un profil plus revendicatif, elle n'est pas non plus en mesure d'offrir une issue réelle à la crise dans le mouvement syndical.

Le SHP, empêtré dans ses luttes fractionnelles n'est même pas capable de mener une lutte démocratique conséquente. Lorsque qu'à l'occasion de l'anniversaire du coup d'Etat, des députés de son parti ont vertement critiqué Evren et demandé qu'il soit jugé pour ses crimes, le président du parti, İnönü, a pris la défense de celui-ci, au nom du respect dû à la personne qui se trouve à la tête de l'Etat. Il a également désavoué les députés kurdes de son parti. La direction du SHP, refuse aussi de soutenir les récentes grèves de la faim et İnönü a lancé des appels pour qu'on y mette fin. Devant le soutien actif, d'une partie des députés et secrétaires fédéraux du SHP aux grévistes, notamment à Diyarbakir, İnönü et son secrétaire gé-

ral Baykal ont donné l'ordre au parti de se démarquer des grèves et de ne "pas mêler le parti et ses locaux à cette action".

Au niveau économique, le duo İnönü-Baykal se propose de gérer la crise mieux qu'Özal et multiplie les réunions avec les hommes d'affaires afin de les rassurer sur leurs intentions.

L'aile gauche du SHP s'est récemment divisée, et malgré un soutien actif à certaines luttes démocratiques (grèves de la faim, 1er mai, luttes contre la terreur

d'Etat et la répression), elle n'est pas non plus en mesure d'offrir une alternative globale à Özal et se contente d'être une opposition impuissante, emprisonnée au sein du SHP, de ses structures bureaucratiques et de son idéologie étatiste-populiste.

Crise de confiance

La gauche révolutionnaire, quant à elle, est toujours en crise et pour le moment elle est loin d'être un pôle d'attraction.

Il y a aujourd'hui une crise de confiance généralisée. Les promesses du gouvernement ne convainquent plus personne. Les travailleurs n'ont plus confiance non plus dans leurs syndicats et éprouvent le besoin de les surveiller de près pour éviter qu'ils ne signent des conventions dans leur dos. La direction de la Türk-Is est totalement discréditée. Les photos et caricatures de son président Sevet Yilmaz, bras dessus — bras dessous avec Halit Narin, le principal dirigeant de la confédération patronale — s'étalent dans tous les journaux et symbolisent l'incurie et la corruption de cette direction.

Huit ans après le coup d'Etat, les travailleurs retrouvent lentement leur combativité et le chemin des luttes ; mais ils ne disposent pas encore de perspective claire pour dépasser le niveau de conscience et d'organisation actuelle. La révolte dans les prisons et le mouvement de solidarité qui s'est développé autour de cette lutte, montrent également qu'il serait erroné de croire que ces années de répression ont pu balayer tous les acquis et le potentiel de la gauche en Turquie. Mais cette crise de confiance ne trouvera de débouché qu'au terme d'un processus de recomposition lent et laborieux. ■

21 novembre 1988

2) La Türk-Is s'est construite dans les années 50-60 avec l'aide des syndicats américains, elle a constamment joué un rôle de frein dans les luttes des années 60 et 70. Après le coup d'Etat de 1980, son secrétaire général a été ministre du Travail dans le premier gouvernement militaire.

Pain, terre, travail et liberté

LE 15 NOVEMBRE dernier, à l'appel des organisations populaires salvadoriennes, 100 000 personnes (dans un pays de 5 millions d'habitants !), ont manifesté à San Salvador face à l'hôtel où se réunissait l'Organisation des Etats américains (OEA). Voulant "la paix avec la justice sociale", les manifestants exigeaient du gouvernement de Napoleon Duarte qu'il mette fin à la guerre qui ravage le pays depuis 10 ans en ouvrant le dialogue et la négociation, avec la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). C'est la plus importante manifestation qu'ait connue le Salvador depuis les funérailles de Monseigneur Romero, assassiné en 1980 par les escadrons de la mort.

Ken CUNNINGHAM

DEPUIS LE MOIS D'AOUT, le FMLN a lancé une nouvelle offensive militaire. Radio Vencemos, qui transmet les communiqués de la guérilla, a annoncé l'ouverture d'un nouveau front dans la capitale même. Et, le 2 novembre, le FMLN attaquait à la roquette le quartier général de la Garde nationale à San Salvador, faisant 4 morts parmi les soldats.

Dans les campagnes également, les combats sont devenus plus intenses. Des conseillers américains ont été entraînés dans la bataille le 13 septembre dernier, quand la guérilla a attaqué la caserne d'El Paraiso, dans la province de Chalatenango, l'une des plus importantes du pays. Selon le Pentagone, les soldats firent feu sur la guérilla "en accord avec les règles de l'engagement en effet au Salvador".

L'armée reprend les massacres

L'engagement direct de soldats américains contre la guérilla dans la province de Chalatenango a été tenu secret pendant 2 semaines, le Pentagone essayant ensuite d'en minimiser l'importance en disant que ce type "d'incident" était le premier du genre.

Pourtant, l'ambassade américaine à San Salvador avait annoncé en février 1988, que des conseillers américains avaient été partie prenante d'accrochages avec la guérilla dans la province de Usulután. De même, le Pentagone a réaffirmé qu'il n'y avait pas plus que le maximum légal de 55 conseillers américains (1) présents au Salvador. Pour 1988, l'aide américaine au régime salvadorien atteindra environ 500 millions de dollars : c'est la première source de revenus du pays.

Le 23 septembre dernier, la 5e brigade

de l'armée salvadorienne encerclaient le village de San Francisco. 10 paysans étaient exécutés à la grenade et à la mitrailleuse après avoir été torturés. Le Président Napoléon Duarte, comme d'autres dirigeants du gouvernement, justifiaient le massacre en déclarant que les victimes étaient membres du FMLN. Puis, plus tard, quand il devint impossible de nier que les paysans étaient de toute évidence désarmés, les forces armées clamèrent que les prisonniers avaient été tués lors d'une embuscade du FMLN.

La droite salvadorienne est chaque jour plus favorable à une stratégie dite guerre totale contre l'opposition, considérant que la politique américaine suivie jusque-là, celle d'un conflit de basse intensité a échoué. "Nous faisons une sale guerre (...) Même si une politique de droits de l'Homme est pleine de bonnes intentions, elle lie les mains du gouvernement, elle lie les mains des forces armées" dit l'un des dirigeants du groupe d'extrême-droite Alliance républicaine nationale (ARENA), Sigifredo Ochoa, ancien colonel de l'armée.

Pour les dirigeants du Mouvement pour le pain, la terre, le travail et la liberté (MPTL) qui s'est formé en juillet dernier, les choix des Etats-Unis pour le Salvador se réduisent à une alternative simple : "Ou bien le gouvernement et les Etats-Unis acceptent une solution négociée, ou bien les Etats-Unis intensifient leur intervention et devront alors faire face à une insurrection ouverte. Le peuple du Salvador ne retournera pas à ce que nous avons connu dans le passé", déclarait Santiago Flores, l'un des dirigeants du MPTL.

Trois partis de l'opposition, dont deux sont partie prenante du Front démocratique révolutionnaire (FDR) allié au FMLN, ont formé la Convergence démocratique qui, en mars prochain, présentera

Guillermo Ungo — l'actuel président du FDR — aux élections présidentielles. Reni Roldan, dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) l'un des trois partis de la Convergence, explique ainsi cette participation : "La Convergence démocratique est un instrument politique pour construire le mouvement populaire et forcer le gouvernement à négocier". Précisant que la Convergence tenait les futures élections pour illégitimes, mais que le processus électoral pouvait être utilisé pour ouvrir un espace politique au Salvador, il ajoutait : "Nous testons le système, mais nous savons que nous pouvons avoir à faire à une répression plus grande. Le pouvoir réel au Salvador est entre les mains des militaires. Le général Bustillo a plus de pouvoir que le président Duarte. Le FMLN s'est formé dans ces conditions. C'est à cause des militaires que le FMLN continue de combattre".

Un nouvel instrument

Avec le gouvernement de Duarte en position critique, miné par les luttes intestines pour le pouvoir, la corruption, et l'échec de sa politique, le MPTL, qui vient de se former veut être un instrument du soulèvement populaire. Dans les derniers temps, le MPTL est apparu comme un nouvel élément vital dans la lutte du mouvement populaire pour conquérir un gouvernement démocratique.

Le MPTL est né par nécessité. Il a été créé pour faire face aux attaques du gouvernement contre les militants et pour répondre aux besoins d'une population confrontée à une misère économique croissante. Le mouvement combine des revendications pour la liberté politique, la réforme agraire et le droit au travail, avec un appel plus radical à "chasser la dictature contre-insurrectionnelle, dirigée par les Américains, et créer un gouvernement démocratique et populaire".

Le MPTL veut un gouvernement bénéficiant d'une large base sociale où "il y ait une place pour chacun, à l'exception de ceux dont les mains sont tachées de sang, les Yankees et l'oligarchie".

Selon un membre fondateur du MPTL, "depuis des années, nous avons souffert sous les régimes oligarchiques soutenus par les Etats-Unis. Ce ne fut pas seulement la répression, les enlèvements, les disparitions et les assassinats, mais aussi la négation des besoins les plus élémentaires, l'alimentation, le logement, la terre, des salaires décentes, et le droit d'organisation."

Le Mouvement pousse à des changements avec en arrière-fond, une répression gouvernementale croissante. Une récente promotion dans les forces armées a porté au pouvoir une génération d'officiers politiquement proches d'ARENA.

Le 29 juillet dernier, l'Assemblée na-

1) Sur la stratégie américaine au Salvador et la limite des 55 conseillers américains, voir "La guerre de basse intensité par ses auteurs", Inprecor numéro 270 du 18 juillet 1988.



tionale a adopté une loi d'état d'urgence qui renforce les pouvoirs de l'armée en matière de répression des grèves dans le secteur public, en plaçant les ouvriers de ce secteur sous contrôle du ministère de la Défense en cas de mouvement.

Préparer l'insurrection

Par deux fois, au mois de juillet, les soldats ont tiré sur des manifestations pacifiques. Le haut-commandement militaire a émis une déclaration de guerre virtuelle contre le mouvement populaire, avertissant que lors des prochaines manifestations, il serait fait systématiquement usage des balles en caoutchouc, des matraques électriques et des canons à eaux envoyant un liquide teinté pour que les forces de sécurité puissent identifier plus aisément les manifestants.

Lors d'une conférence de presse faite à San Salvador en juillet dernier, Santiago Flores et Rigoberto Orellana, 2 des 4 membres du Comité exécutif du MPTL, ont exposé quelles seraient les activités du Mouvement pour contrecarrer les menaces du gouvernement et favoriser les perspectives d'une victoire populaire.

Les militants du MPTL sont issus des rangs des syndicats et des organisations paysannes. Santiago Flores a expliqué que *"nos militants ont joué un rôle d'organisation dans les campagnes et les villes. Nous avons exigé, côte à côte avec le peuple, la terre, des augmentations de salaire, le droit de grève, des logements décents, et de meilleures conditions de vie. (...)*

Nous sommes aujourd'hui dans une période d'organisation, de consolidation et de développement d'un nouveau mouvement actif du peuple". De nouvelles formes de lutte sont aujourd'hui nécessaires, poursuivait Flores, parce que *"nous ne pouvons marginaliser le peuple ou être à sa remorque. Si nous ne savons pas reconnaître ses nécessités aujourd'hui, nous aurons des problèmes. Le Mouvement fera tout ce qu'il faut pour infliger une défaite à ce régime contre-insurrectionnel".*

Le rôle des syndicats

Le MPTL conçoit son rôle comme complémentaire à celui de l'Unité nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS), le plus important regroupement d'organisations syndicales et paysannes du Salvador, et de la Convergence démocratique : *"Chacun a son rôle propre — dit Orellana — les problèmes sont si importants et si nombreux que chaque organisation a un rôle clair et concret à jouer."*

Alors que l'UNTS organise les gens en luttant pour les besoins vitaux élémentaires comme l'emploi, le logement et la santé, le MPTL forge un réseau urbain qui soit prêt à combattre le gouvernement par l'action directe. Les militants de l'UNTS sont organisés à travers les syndicats d'entreprise, les branches, et les coopératives agricoles. Le MPTL organise la population, rue par rue, quartier par quartier, maison par maison. Flores caractérise la démarche du MPTL comme visant à *"organiser les gens là où ils vivent (...)* là

où ils doivent jouer un rôle pour l'ensemble du peuple". Chaque groupe de communauté est responsable de décupler les structures du MPTL en organisant de nouveaux quartiers.

Malgré l'adoption d'une tactique différente, le MPTL soutient la décision de la Convergence démocratique de présenter une candidature contre le gouvernement lors des élections présidentielles : *"La position de la Convergence est de se renforcer comme instrument de la lutte populaire. En politique, tout est bon, sauf trahir les intérêts du peuple".*

Le MPTL fait d'une insurrection éventuelle l'une des possibilités d'assurer une victoire populaire, mais Santiago Flores précise que le Mouvement *"n'appelle pas aujourd'hui à une insurrection, car le régime peut être défait par la pression politique"*. Mais le MPTL se prépare lui-même pour le combat de rue en réponse aux provocations gouvernementales. Son manifeste public, à la mi-juin, porte comme titre *"Un appel au combat populaire"*.

L'Assemblée permanente

Flores précise que *"nous ne sommes pas une organisation pacifiste. Quand nous parlons de combat populaire, nous voulons dire que nous sommes dans un processus de préparation d'une insurrection"*. Le MPTL fait une distinction entre la lutte armée du FMLN qui utilise les armes professionnelles et ce que le Mouvement nomme le combat populaire, qui utilise les armes de la rue : les bâtons et les pierres.

Les dirigeants du MPTL ont confiance dans l'avenir. Santiago Flores déclare que *"le gouvernement lutte pour maintenir ses positions. Il a atteint la limite de ce qu'il peut faire. Notre vision d'un nouveau système est notre meilleur outil pour organiser le peuple parce que le système dans lequel il vit n'a rien à lui offrir."* Rigoberto Orellana explique qu'il y a *"une effervescence grandissante au fur et à mesure que la lutte populaire accumule des forces. (...) Les conditions sont de notre côté. Avec davantage de répression, nous respirons de moins en moins de liberté. Nous avons tous les instruments. Le MPTL est le dernier que nous ayons forgé. C'est pour nous un moment de joie. Nous sommes en position où nous pouvons gagner et où ne pouvons pas perdre"*.

Le jour suivant, 28 juillet 1988, Rigoberto Orellana était assassiné par un escadron de la mort. La presse rapporta sa mort comme un simple accident de circulation, mais des enquêteurs de la Commission des droits de l'Homme, non gouvernementale, déclarait qu'il avait eu la gorge tranchée et que son corps portait des marques de tortures. Cet assassinat avait clairement pour but d'intimider ceux qui soutiennent le Mouvement et ce, avant sa première apparition publique, qui était prévue deux jours après sur la grande place centrale de San Salvador. Mais malgré le déploiement policier et militaire qui bloquait ce jour-là la capitale, des milliers de

personnes assistèrent à cette première apparition publique qui fut aussi l'enterrement d'Orellana.

La volonté de lutter pour un nouveau gouvernement est contagieuse. Alors que le MPTL occupe la rue, l'UNTS renforce ses liens avec les syndicats qui, jusqu'il y a peu, soutenaient le gouvernement démocrate-chrétien.

Confrontés à la détérioration des conditions économiques, à une guerre sans fin, et à la montée de l'ARENA, de plus en plus de groupes se tournent vers l'UNTS, comme force de changement.

En juillet dernier, 28 groupes, dont beaucoup étaient affiliés à l'UNTS, annonçaient la formation d'une "assemblée permanente" afin de trouver ensemble une solution aux problèmes économiques et politiques du Salvador.

Participaient à cette assemblée, l'Union populaire et démocratique (UPD) et la Centrale des travailleurs salvadoriens (CTS) qui, en 1984, étaient financées par l'Institut américain pour le développement du travail libre (AIFLD) afin de mener activement campagne pour l'élection de Duarte à la présidence.

L'étincelle insurrectionnelle

Les 28 groupes ont appelé à la fin de l'escalade de la guerre, et critiqué sévèrement l'intervention américaine. Ces groupes, qui représentent toutes les nuances du spectre politique salvadorien sont unis par la conscience que le gouvernement ne peut résoudre cette crise qui va s'approfondissant et qu'il faut un gouvernement de "consensus national" représentant tous les secteurs sociaux.

La stratégie actuelle de l'UNTS est de poursuivre une politique d'alliances dont l'objectif est de gagner les ouvriers et les paysans qui appartiennent aux organisations liées à la démocratie-chrétienne. Un large front patriotique pour en finir avec l'intervention américaine commence à émerger.

Le gouvernement salvadorien et ses boss américains doivent faire face à un mouvement grandissant, dont l'ossature principale est formée par l'UNTS et le MPTL. "Nous représentons tous ceux qui au Salvador, luttent pour des changements sociaux", déclarait un dirigeant du MPTL.

"Pour gagner la justice, la paix et la démocratie, toutes les formes de lutte seront nécessaires : la lutte armée du FMLN, les luttes ouvrières de l'UNTS, et l'activité combattive du MPTL". Alors que les forces armées se préparent à revenir à la répression à grande échelle du début des années 80, le MPTL est déterminé à faire en sorte que la violence gouvernementale ne puisse éteindre l'étincelle insurrectionnelle du Mouvement. ■

The Guardian ;
19 octobre 1988

EL SALVADOR

Choisir le moment décisif

INPRECOR a rencontré René Rodriguez, représentant du FMLN en Europe.

INPRECOR : Quels sont les récents développements de la situation politique au Salvador ?

— René RODRIGUEZ : Cet été, grèves et manifestations se sont succédé et la répression a augmenté d'un cran. Lors d'une manifestation, le 13 septembre dernier, 4 personnes ont été tuées par l'armée, 115 furent blessées et 350 arrêtées. Simultanément, le régime cherche à limiter au maximum la présence des militants de la solidarité internationale : 10 d'entre eux ont été récemment expulsés, et fin août, le responsable des comités de solidarité suisses, le Père Hans Weiss a été sauvagement assassiné, après avoir été arrêté et torturé par des éléments de la police. Les escadrons de la mort redoublent d'activité : le 28 juillet 1988, ils ont assassiné Orellana, un des dirigeants du Mouvement pain, terre, travail et liberté (MPTL). De leur côté, pour réussir leurs opérations contre-insurrectionnelles, les forces armées sont obligées d'engager plus de 70% de leurs troupes, car le FMLN réussit à leur porter des coups très durs.

Par ailleurs, de nouvelles formes d'organisation apparaissent. C'est ainsi que le MPTL s'est créé en juin 1988. Ce mouvement prend en charge les revendications unifiantes, sur les questions vitales ; Le MPTL vise à regrouper l'avant-garde du mouvement de masse afin de radicaliser ses objectifs et ses moyens de lutte. Un syndicaliste peut être à la fois responsable de son syndicat et membre du MPTL. C'est un retour aux formes d'organisation comme le Bloc populaire révolutionnaire (1) qui, tout en étant illégal n'en agissait pas moins ouvertement et publiquement. Le MPTL peut appeler à des manifestations auxquelles participent des milliers ou des dizaines de milliers de militants de différentes organisations populaires (syndicats, coopératives, etc.).

■ Comment les Jésuites (2) ont-ils réagi à la création du MPTL ?

— Ils le perçoivent comme un mouvement visant à provoquer le régime, rendant plus difficile la réalisation d'un consensus national. Les Jésuites voudraient une troisième voie, différente de celle du régime, et de celle du FMLN et ses alliés.

Mais la troisième voie n'existe pas au Salvador. Avec la victoire d'ARENA en mai dernier, les forces armées vont jouer un rôle plus important que sous Duarte. Les institutions politiques sont partiellement bloquées parce que dans l'Assemblée nationale, ARENA est majoritaire tandis que, jusqu'aux présidentielles prévues en mars 1989, le gouvernement est démocrate-chrétien.

■ Le dialogue a-t-il été relancé par de nouvelles initiatives ?

— Ces dernières semaines, de nouvelles initiatives ont été prises par l'Eglise catholique et l'université jésuite pour relancer un débat national en faveur du dialogue. ARENA, de son côté, a essayé de prendre une autre initiative, appelée "Paix et Liberté", dans le cadre constitutionnel et parlementaire. Cela fait partie des efforts de l'oligarchie pour se doter d'un visage plus acceptable au plan national et international. Ils ont essayé de se mettre d'accord, avec les partis ayant participé aux élections, sur une proposition commune à adresser au FDR-FMLN.

De notre côté, nous avons à nouveau proposé une plate-forme pour engager un dialogue national. Sur ces trois initiatives, les organisations de masse ont commencé à tenir une série de forums. ARENA n'a pas eu d'écho, d'autant que les 2 autres partis présents au Parlement et le Parti démocrate-chrétien de Duarte et le Parti de conciliation nationale (PCN), se sont refusés à discuter avec ARENA.

L'initiative de l'Eglise a eu plus d'impact. Une cinquantaine d'organisations de masse, d'institutions, voire de secteurs de l'appareil d'Etat, y ont participé, tandis qu'ARENA, le gouvernement et certaines organisations démocrates-chrétiennes restaient absentes. Ces derniers ont qualifié l'initiative de l'Eglise, de couverture des menées militaires du FMLN. Il est néanmoins important de constater que l'oligarchie a dû se prononcer en faveur d'un dialogue. Elle ne peut plus se contenter de la réponse des armes.

1) Le Bloc populaire révolutionnaire (BPR) : organisation révolutionnaire de masse qui se crée en 1975 à partir d'une scission du Front d'action populaire unifié (FAPU). Le BPR était lié aux Forces populaires de libération (FPL)-Farabundo Martí, l'une des cinq organisations qui composent le FMLN.

2) Sur la proposition de "troisième voie" des Jésuites, voir Inprecors numéro 270 du 18 juillet 1988.

■ Quelle est l'attitude des Etats-Unis depuis la victoire d'ARENA ?

— L'oligarchie ne peut exister sans l'appui des Américains. Les militaires savent que les Américains ne vont pas suspendre leur aide. Ils disent : "ils ne peuvent pas nous laisser tomber, sinon ce serait l'avènement du communisme". Mais, au plan international, ARENA est fort discréditée.

C'est pourquoi ARENA essaye, maintenant, de se donner une image plus présente. On met en avant le président Cristiani, qui n'a pas une image aussi négative dans l'opinion publique que le ministre major d'Aubuisson. Cristiani vient d'être invité aux Etats-Unis. Il est peut-être moins antipathique, mais selon ses propres déclarations, ses 2 modèles politiques sont Pinochet et Thatcher.

ARENA veut apparaître comme une "droite civilisée capable d'engager un dialogue dans le cadre constitutionnel". Les Etats-Unis préféreraient certainement dialoguer avec la Convergence démocratique, car celle-ci représente une alternative plus crédible, tant sur le plan international que sur le plan interne. La difficulté, c'est que les 2 principales composantes de la Convergence démocratique, le MNR et le MPSC, parties prenantes du FDR, ont déjà fait des déclarations inacceptables pour les Etats-Unis.

■ La Convergence Démocratique a annoncé qu'elle va participer aux élections de mars 89. Quelle sera l'attitude du FMLN ?

— Nous avons déjà dit que nous boycotterons ces élections. Nous ne sommes pas par principe contre des élections, mais nous sommes contre ces élections-là. Il faut bien comprendre ce que signifie l'alliance entre le FMLN et le FDR. Le FMLN respecte l'autonomie du FDR qui, dans le cadre de la Convergence démocratique, veut participer aux élections. Réciproquement, le FDR respecte la volonté du FMLN de continuer la lutte politico-militaire. Le danger de rupture n'existe pas. Nous n'allons pas nous séparer pour une question conjoncturelle : les élections passent, la lutte armée continue.

Que nous puissions agir simultanément à la fois, au niveau électoral et au niveau militaire est plutôt un élément de force. Les dirigeants du FDR vont essayer de démasquer le projet contre-insurrectionnel au plan électoral, sans nier la nécessité de la lutte armée. Le FMLN, pour sa part, va expliquer que la lutte électorale correspond aux méthodes employées par le FDR.

■ Mais, en pratique, la situation peut être un peu plus compliquée. Jusqu'ici, le FDR justifiait la voie militaire par l'absence d'espace démocratique suffisant pour participer aux élections. Lors des élections législatives de mars 1988, le FMLN appelait au boycott, et l'UNTS à la non-participation. Les dirigeants du FDR, eux, ont hésité, mais finalement, ils n'ont pas participé. Lors des prochaines élections présidentielles, l'Internationale Socialiste et la démocratie chrétienne internationale vont probablement essayer de diviser l'alliance FDR-FMLN. Le FMLN ne va-t-il pas être dans une situation difficile ?

— Non, nous avons discuté des élections avec nos alliés du FDR et nous leur

institutions étatiques sont en crise profonde. Nous sommes donc dans une situation d'accumulation des forces, dans le cadre de l'alliance FMLN-FDR. Il y a des forces sociales que nous ne pourrions jamais diriger en tant que FMLN. Par contre, le FDR le peut. Et une alliance plus large peut surgir, par exemple dans le cadre de la Convergence démocratique.

■ Mais l'Internationale socialiste, et une partie de la démocratie-chrétienne internationale n'exercent-elles pas des pressions accrues sur le FDR pour l'inciter à rompre avec le FMLN ?

— Je ne nie pas qu'il existe des pressions internationales, mais nous sommes sûrs de nos alliés. Nous avons déjà été confrontés à des problèmes politico-diplo-matiques et nous les avons surmontés ensemble.

Pour utiliser une formule simple, nous disons ; "Nous avons gagné la guerre". Il s'agit dès lors de forger la victoire. Pour ce faire, nous devons être très intelligents. Nous devons être capables de voir exactement l'évolution des différentes forces sociales et déterminer les alliances nécessaires avec une grande souplesse.

A un moment, au cours des années 80, nous avons été isolés et nous risquions d'être détruits. Nous avons dépassé cette situation en réalisant l'alliance FDR-FMLN, en consolidant l'unité des révolutionnaires, l'avant-garde, et en retissant nos liens avec les

masses. Le mouvement des masses qui avait été démantelé, s'est recomposé simultanément.

Maintenant, nous sommes dans une phase que nous caractérisons d'offensive stratégique. Nous sommes en mesure de prendre des initiatives qui influent sur le rapport des forces sociales. Voilà pourquoi les dirigeants du FDR ont pu rentrer au Salvador sans être assassinés, même si, ce danger n'est pas définitivement écarté.

Aujourd'hui, dans un contexte où le rapport des forces évolue favorablement, le problème est de savoir comment choisir le moment décisif. ■

Propos recueillis par Michel RAGUET et Arnold Berthu.



PADECOMSM-EL SALVADOR



avons dit que nous comprenions qu'ils participent aux élections. Ils ont d'ailleurs réussi à regrouper des forces depuis leur retour au Salvador fin 1987, après les accords d'Esquipulas II. Nous ne serons pas dans une passe difficile, car nous avons accumulé des forces sur le plan politico-militaire. La situation a changé au Salvador, impliquant des réponses tactiques différentes, notamment par rapport aux élections. En 1982, nous avions appelé au boycott et à l'insurrection ; en 1984, lors des élections présidentielles qui devaient porter Duarte au pouvoir, nous avons seulement eu recours au sabotage. En mars 1988, nous avons saboté complètement les législatives en organisant la paralysie des transports urbains et en empêchant leur déroulement dans les zones sous notre contrôle, si bien que le taux de participation en 1988 a été beaucoup plus faible qu'en 1984. Les élections de mars 1989 peuvent être l'occasion d'un approfondissement de la crise du système de domination capitaliste car, sur le plan militaire, notre situation s'est renforcée, l'organisation des masses progresse, les

Le bureaucrate et le mafioso

LE PROCES DE TCHOURBANOV, ancien vice-ministre de l'Intérieur de l'URSS et gendre de Brejnev, accusé de malversations à grande échelle, a révélé le degré de corruption atteint par des franges significatives du pouvoir, mais aussi l'existence d'un milieu criminel puissant et organisé, agissant en symbiose étroite avec les bureaucrates corrompus. Les obstacles auxquels se sont heurtés et se heurtent toujours les enquêteurs (cf. encart) témoignent des complicités incroyables dont bénéficient les inculpés au niveau central. L'ampleur de la purge entreprise en Ouzbékistan, du Premier secrétaire, Rachidov, aux secrétaires locaux du parti, des fonctionnaires de la procurature aux responsables de la police — au total plusieurs milliers d'inculpés — montre la gangrène très profonde de tout le corps dirigeant.

Eric LAURENT

Si l'on continue à nier l'évidence, si on laisse se mettre en place une pyramide du crime organisé, parallèle au pouvoir d'Etat, il se pourrait fort bien que les "parrains" écartent du pouvoir une partie non négligeable de la nomenklatura, que notre bureaucratie traditionnelle soit remplacée par la bandocratie, c'est-à-dire le pouvoir des bandits". Tel est le cri d'alarme qui clôt un article de la *Literatournaïa Gazeta* (1) consacré à l'emprise de plus en plus forte du milieu sur le pouvoir.

Bureaucrates et gangsters

La "mafia" est le terme qu'utilisent désormais les spécialistes soviétiques pour désigner le milieu criminel fortement structuré et pratiquant la corruption à large échelle qui s'est mis en place dans les années 70. Certes un "milieu" a toujours existé en Union soviétique, mais jusque dans les années 50, il se présente comme un monde fermé sur lui-même, fait de criminels isolés ou de bandes locales. Il évite soigneusement tout contact avec le pouvoir et la corruption reste tout à fait marginale. Comme le déclare un colonel de la milice à propos des années 30, "un Etat totalitaire ne peut accepter le crime organisé (comme chacun sait Hitler et Mussolini ont anéanti le crime organisé dans leur pays)". Dans les camps, les droits communs, beaucoup moins nombreux que les politiques, ont droit à un traitement de faveur ; bien plus, ce sont eux qui remplissent les fonctions d'auxiliaires de l'administration.

La corruption comme rapport du milieu au pouvoir apparaît avec le développement de la délinquance économique

sous Khrouchtchev. C'est à cette époque que se constituent les premières grandes fortunes à partir des ateliers clandestins où sont détournées de façon massive les matières premières. Pour cela, il faut des complicités passives et actives. Et les "millionnaires" payent pour que les responsables ferment les yeux. Au luxe de plus en plus ostentatoire des hauts dirigeants (Romanov, le Premier secrétaire du parti pour la ville de Léninegrad en était un bon exemple) fait écho celui des "entrepreneurs" de toutes sortes. Un mode de vie commun qui est aussi une forme de complicité. Quant au milieu traditionnel, il réclame sa part de gâteau. Pour cela tous les moyens sont bons : enlèvements, kidnappings, tortures. C'est vers le milieu des années 70 que les relations se normalisent lors d'un "congrès" qui réunit les deux parties dans une ville du nord du Caucase : désormais, le milieu, en échange de quelques services, recevra 10% des sommes venant de l'économie parallèle.

Qui sont les parrains ?

Le milieu sort de cette période mouvementée complètement transformé et recomposé. Certes, on a toujours la petite délinquance traditionnelle, individus isolés ou bandes locales, mais chapeautant le tout, avec une aspiration à contrôler l'ensemble du milieu, il y a désormais les grandes bandes avec à leurs têtes un parrain. Deux faits méritent encore d'être signalés à propos de cette recomposition. D'une part, la délinquance s'étend à des couches traditionnellement à l'écart du banditisme. Ainsi, une bande récemment décapitée à Tachkent avait à sa tête un ingénieur ; les autres membres étaient des jeunes tout à fait respectables, membres du Komsomol. D'autre part, dans certaines

républiques, notamment en Asie centrale, les problèmes d'emploi auxquels se heurtent les jeunes font qu'ils constituent un réservoir de plus en plus important pour la délinquance (en Ouzbékistan le nombre des jeunes ayant des problèmes sérieux d'emploi s'élève à 500 000).

Un spécialiste, colonel de la milice, à qui l'on demandait si Tchourbanov pouvait être considéré comme un parrain, répondit que comparé aux véritables parrains, Tchourbanov n'était qu'un sixième couteau, dont le pouvoir se limitait à celui qu'il avait sur ses subordonnés. Les parrains — leur nombre, selon les estimations, varie de 1 500 à 3 000 — viennent soit du milieu traditionnel, soit de la délinquance économique, soit encore de milieux sociaux comme celui des anciens sportifs qui fournissent des contingents relativement importants.

Partage du territoire, contrôle de tel ou tel secteur d'activité particulièrement rentables ne vont pas sans batailles rangées et affrontements sanglants comme dans la grande tradition de Chicago. Le pouvoir de la mafia est particulièrement fort dans le sud de l'URSS, des républiques de l'Asie Centrale à la Moldavie, en passant par les républiques du Caucase. L'Ukraine, Moscou, la région de Krasnoïarsk n'y échappent pas non plus.

Y a-t-il un bureaucrate honnête ?

Leurs activités, en dehors du contrôle du milieu lui-même concernent l'économie parallèle : ateliers clandestins et surtout détournement de la production hors des circuits publics. Toutefois, depuis un ou deux ans, après le démantèlement de plusieurs filières — celle du coton en Ouzbékistan, celle des grands magasins à Moscou — on assiste à une reconversion (longuement discutée lors d'un congrès tenu sur les bords de la mer Noire en 1985) en direction du secteur des coopératives : cela va de l'extorsion pure et simple de fonds à des offres de protection et surtout à l'utilisation de la couverture des coopératives pour "blanchir" l'argent. Par contre, il ne semble pas que, pour l'instant, il y ait des rapports importants avec l'étranger, même si quelques premières tentatives ont eu lieu dans le domaine de la drogue et des antiquités.

Les sommes en jeu sont considérables : des centaines et des centaines de millions de roubles, plus vraisemblablement des milliards de roubles. Pour le seul Ouzbékistan, on estime à 4,5 milliards les sommes détournées sous le règne du Premier secrétaire Rachidov. Les services du ministère de l'Intérieur estiment que les deux tiers de ces sommes sont affectés à la corruption. Un pot de vin peut aller, selon le destinataire et le rang, de quelques dizaines de milliers de roubles à un million de roubles.

1) Cet article reprend pour l'essentiel les informations de deux articles parus dans la *Literatournaïa Gazeta* ("Le lion a sauté" du 20 juillet 1988 et "Bandocratie" du 17 juillet 1988) ainsi que l'article "Résistance" paru dans *Ogoniok* numéro 26 de 1988.



"Dans le pays il est devenu désavantageux de vivre honnêtement" écrivent deux des enquêteurs de l'affaire Tchourbanov, qui enchaînent sur cette remarque désabusée d'un général de la milice : "ce n'est pas la peine de se mettre à se disputer avec les crocodiles si tu vis avec eux dans la même rivière. Mieux vaut prendre leurs habitudes".

Mise en cause du système

De fait, la corruption est un phénomène extrêmement contagieux, s'autonomisant par rapport à sa source première tout en se reproduisant à l'infini. Les deux enquêteurs déjà cités explicitent bien ce mécanisme tel qu'il fonctionnait en Ouzbékistan : "Pour occuper une fonction il fallait payer une certaine somme. Pour garder cette fonction il fallait payer aussi. Ce système fonctionnait à tous les niveaux, depuis le canton ou l'arrondissement jusqu'à la République. Dans cette course à l'argent, les donneurs de bakchichs prélevaient à leur tour un tribut sur leurs subordonnés qui faisaient de même avec les leurs et cela à l'infini. La machine de la caution solidaire avait impliqué dans le circuit du crime des milliers et des milliers de responsables."

Désintégration et corruption des pouvoirs en place, montée d'une mafia extrêmement structurée et décidée, il est vrai qu'il n'y a aucune raison qui incite à l'optimisme. Les responsables soulignent à quel point ils sont désarmés et démunis sans moyens d'investigation, ni arsenal juridique. En même temps, le problème est profondément politique : derrière la bureaucratie corrompue et le "parrain" affleure le système tel qu'il est remis en cause par la *perestroïka* et la *glasnost*. Et les tenants de ce système, "leur système", sont bien décidés à ne pas se laisser faire. En tout cas *perestroïka* et lutte contre la mafia ont partie liée. ■

10 novembre 1988

Résistance

Alors que la conférence du parti battait son plein, deux enquêteurs envoyés en Ouzbékistan dans le cadre de l'affaire Tchourbanov publiaient dans la revue *Ogoniok* un article intitulé "Résistance" où ils dénonçaient très violemment les complicités dont bénéficiaient et continuaient de bénéficier les inculpés. Voici un extrait de ce texte où ils évoquent les trois étapes de leur enquête :

"Dans l'affaire que nous instruisons depuis plus d'un an, il y a eu trois périodes critiques. La première, c'est lorsqu'avec beaucoup de difficultés et de dépense d'énergie nous avons réussi à faire inculper pour corruption des responsables du parti et de l'administration à l'échelle régionale. Cette période (1983 - 1985) est caractérisée par une résistance acharnée à l'instruction, avec des méthodes qui vont du chantage aux tentatives de corruption, en passant par les menaces de licenciement, les provocations grossières et même l'expulsion de certains d'entre-nous hors du territoire de la République.

La seconde (1986 - 1987) entrera dans les mémoires comme celle où la résistance acharnée atteint son apogée. La question se pose alors en termes de : qui l'emportera ? Il est vrai qu'à l'époque, il était question de la responsabilité de cadres à l'échelle de la République et comme on le sait, le pouvoir et la richesse ne se rendent pas sans combat.

Voilà qu'est arrivée maintenant la troisième période, celle qui clôt l'affaire mais qui en marque aussi le point culminant. L'hydre à cent têtes de la corruption, sentant peser sur elle une menace mortelle, tente de façon désespérée de compromettre les enquêteurs. Est-ce un hasard ou non, mais cette tentative a coïncidé dans le temps avec l'activation des principaux adversaires de la *perestroïka*, qui ont mis en avant leur propre plate-forme visant à stopper le mouvement de démocratisation, de transparence et de respect de la loi (les auteurs font référence à l'offensive des conservateurs regroupés derrière le texte de la lettre de Nina Andreeva, ndr). ■

Les racines et l'arbre

Quelles sont les sources de ce que tout le monde appelle désormais la mafia ?

C'est à cette question que veut répondre un juriste soviétique dans l'article paru dans *Les Nouvelles de Moscou* que nous reproduisons ci-dessous.

Guennadi KHOKHRIAKOV

C'EST A JUSTE TITRE que l'on cherche la nature de la délinquance organisée dans l'économie de l'ombre ; les liaisons avec le business clandestin autorisent à parler de mafia. Cependant, la comparaison avec la mafia ne cerne qu'un aspect de la question. Les racines des "syndicats du crime" soviétiques remontent à la bureaucratie de la société, au système administratif directiviste, avec les procédés de gestion qui lui sont inhérents et qui engendrent inévitablement l'économie parallèle.

La base économique du système bureaucratique est engendrée par les rapports au sein de l'économie nationale qui exigent une contrainte extra-économique permanente et, par conséquent, nécessitent toute sorte d'instructions et de directives

administratives. Une conséquence logique de cette gestion économique est la pénurie, le "déficit", mais une pénurie peu ordinaire, puisqu'elle coexiste avec le gaspillage, avec une dilapidation inouïe de différentes matières premières et de tous les matériaux. D'après certaines données, les réserves matérielles stockées en dépôts, par exemple, pour le compte de l'ancien Comité d'Etat de l'URSS pour les machines agricoles, dépassaient de 20%, à la fin du dernier quinquennat, les normes admises. Chaque année, l'Etat fournit aux entreprises plus de 500 millions de roubles de ressources en sus des besoins réels de la production.

Il était pratiquement impossible de vendre ou d'échanger ces "gisements" de matériaux et matières premières. Les lenteurs administratives ont fait que les gens ont commencé à vendre les surplus en détournant la loi. Chacun avait à résoudre un



dilemme : se ficher de tout et travailler pour que "l'ordre" règne, sans penser aux bénéfiques, ou bien... violer la loi.

Ayant créé des montagnes de matériaux inutiles à un moment et à un lieu donnés, la bureaucratie a formé toute une armée de débrouillards évoluant dans ce chaos comme des poissons dans l'eau. Une nouvelle catégorie de spécialistes est née, que l'on a baptisé "pousseurs". Toutes les conditions ont été préparées pour l'émergence d'un marché. Il est né en clandestinité, à la fin des années 60. Vicieux dès le début.

Les brasseurs d'affaires du marché noir

Ce marché noir faisait le Mal en se parant du masque du Bien. Il a enfanté une morale double : on blâmait publiquement la corruption, la spéculation et la dilapidation, mais de nombreuses personnes recouraient à ces procédés illicites. A des prix exorbitants certes, mais les "hommes d'affaires" satisfaisaient différents besoins. Par exemple, en recevant et en donnant des pots-de-vin, des centaines d'individus entraînés dans les tristesses célèbres "affaires du coton" ont aidé le maintien d'une politique qui, comme le soulignent les documents du parti, entrait dans des schémas habituels, et "absolutisait" les formes d'organisation de la société constituées par la pratique.

Dans les années 70, les brasseurs d'affaires clandestins ont cessé de dissimuler leurs revenus. Pourquoi, en effet, s'ils avaient autant de raisons d'être contents d'eux que les bureaucrates qui s'adonnaient à faire montre de "réalisations" totalement imaginaires ? A cette même époque, de plus en plus souvent, on a parlé des crimes et actes délictueux commis en vertu du principe "à malin, malin et demi". Un beau jour, on a appréhendé des malfaiteurs qui cherchaient à écouter des bijoux de valeur. Ils ont bel et bien avoué le vol, mais ce fait a été réfuté par... la victime. Les "Robin des bois" frais émoulus n'ont jamais dérangé les pouvoirs : ils ne cam-

briliaient que ceux qui n'étaient guère intéressés à voir les événements ébruités. Ainsi vers le milieu des années 70, a commencé à se constituer le deuxième niveau de la pyramide. Les malfaiteurs ont su trouver un langage commun avec les bureaucrates.

La nouvelle répartition antagoniste des bénéfiques n'a pas duré longtemps : les parties avaient besoin l'une de l'autre et elles se sont entendues assez facilement. Une partie des délinquants s'est transformée en gardes du corps. D'autres ont dû prendre part à des tractations intermédiaires, car les dilapidateurs étaient, le plus souvent, enchaînés à leur travail. Naturellement, la division des fonctions dans le *business* clandestin a conféré une impulsion puissante aux "affaires". Une deuxième couche a fourni les équipes chargées de l'organisation immédiate des délits. Elles assuraient les rapports intérieurs entre brasseurs d'affaires et aussi les liens avec des malfaiteurs d'autres spécialités : voleurs professionnels, trafiquants de drogue, prostituées, etc...

Evidemment, afin de réduire à zéro le risque de fiasco à tel ou tel échelon, on avait besoin de "couverture" au sein d'organes du pouvoir, et aussi évidemment, au sein d'organes de l'Intérieur. Pour des considérations de sécurité, les brasseurs d'affaires clandestins avaient besoin d'être épaulés par d'importants fonctionnaires de la hiérarchie bureaucratique. Les formes d'interaction étaient variées allant de la complicité immédiate dans des machinations concrètes à la couverture indirecte. C'est ainsi que l'évolution de la délinquance organisée a conduit, en toute logique à la formation de soi-disant "groupes de sécurité".

Comme les relations dans ce système complexe devenaient toujours plus alambiquées, il a fallu des individus ou des groupes d'individus qui détiennent tous les fils de l'écheveau entre leurs mains pour contrôler tout ce qui se passe. Je ne crois pas qu'une personnalité en vue de la hiérarchie du pouvoir ait pu le faire.

L'élite

A mon avis, les spécialistes qui s'occupent des problèmes de la délinquance organisée — A. Gourou, E. Galkine, A. Volobouev — ont raison d'affirmer qu'il existe dans le "milieu" des groupes élitaires ou des leaders isolés qui contrôlent les activités d'importantes associations de malfaiteurs dans différentes régions de l'URSS. Les fonctionnaires les plus haut placés — un ministre, le maire d'une ville, un permanent du parti — ne pouvaient pas faire le premier personnage. Ils "montaient la garde", en protégeant les malfaiteurs d'échecs éventuels et, en cas de besoin, en les sortant des caves de la milice criminelle.

Pour ce qui est de la distribution des rôles, les syndicats du crime se distinguent par le fait que leurs leaders ne se réservent que des opérations qui ne sont pas justiciables. Par exemple, ils s'entendent

avec des responsables de ministères quant à l'envoi de marchandises très demandées dans la ville de B au lieu de la ville de N (ce n'est qu'un exemple). Là, des hommes de main se trouvant au milieu de la filière, s'occuperont de la répartition de ces biens...

Les spécialistes proposent, à côté du qualificatif "délinquance organisée", d'introduire celui "d'association de malfaiteurs". Ces associations sont séparées de la société d'une barrière invisible, elles sont régies par leur morale à part, par leurs normes de comportement, par leur "code d'honneur". De par leurs fonctions, les groupes de leaders ressemblent en quelque sorte aux syndicats : ils facilitent les conditions de "travail", se soucient du repos et "d'assurances sociales". En même temps, ils ne prennent pas une part immédiate aux actes délictueux.

Associations de malfaiteurs

Les associations de malfaiteurs possèdent tous les signes distinctifs d'une organisation : une hiérarchie, une division des fonctions, la répartition des sphères d'influence, des liens intérieurs entrelacés, un centre intellectuel, une caisse commune (d'après des sources bien informées, ces "trésors collectifs" se montent à des millions de roubles). Un des principaux signes de la délinquance organisée, c'est l'interaction avec des organismes du pouvoir officiel.

Nous ne devons pas mésestimer le danger social des syndicats du crime. A mon sens, la condition numéro un pour les réprimer consiste à supprimer les fondations de la pyramide : les conditions spécifiques du système administratif directiviste et du marché noir dans l'économie, principales sources de reproduction de la délinquance organisée en URSS. En même temps, il nous faut développer des moyens spécifiques de lutte.

N'oublions pas qu'une fois surgie, la délinquance organisée ne disparaîtra pas d'elle-même. Elle menace d'envahir de nouveaux terrains, dont coopératives, travail individuel, etc., d'acquérir un caractère purement économique. ■

Les Nouvelles de Moscou
13 novembre 1988



**EN
BREF...**



BRESIL

Importante victoire du Parti des travailleurs

UN TREMBLEMENT DE TERRE politique : c'est l'expression qui revient le plus fréquemment dans la grande presse internationale pour décrire le résultat des élections municipales brésiliennes.

Si les résultats définitifs ne sont pas encore totalement connus, on sait déjà ce qui en est pour les capitales des différents Etats du Brésil.

Le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) auquel appartient le président Sarney, prend une véritable gifle en perdant les villes les plus importantes du pays.

Et surtout, São Paulo, la plus grande ville d'Amérique du Sud (11 millions d'habitants) a porté à la mairie la candidate du Parti des travailleurs (PT), Luiza Erundina. Elle devance Paulo Maluf, du Parti social démocratique (PSD), politicien de droite dont le nom est associé à la dictature militaire et à diverses affaires de corruption.

De même, le PT conquiert Porto Alegre et Vitória, deux capitales d'Etat.

A Rio de Janeiro, la seconde ville du pays, c'est le candidat du Parti démocratique du travail (PDT) que dirige le "caudillo" populiste Leonel Brizola qui l'emporte.

Le PT, qui est né en 1980 de la résurgence du mouvement syndical classiste sous la dictature, a fait sa campagne autour des revendications ouvrières, du moratoire de la dette extérieure (120 milliards de dollars) et de la réforme agraire, promise en 1985 quand les militaires laissèrent la place à la Nouvelle République, mais qui est aujourd'hui au point mort.

Cette victoire du PT n'est pas une divine surprise. Elle arrive dans une vague de luttes sociales et de grèves ouvrières qui touchent principalement l'important secteur public brésilien (fonction publique, métallurgie, secteur pétrolier, etc.)

L'inflation atteindra sans doute les 1 000% pour l'ensemble de 1988. Le 4 novembre dernier, le gouvernement, les représentants du patronat et les syndicats — sauf la Centrale unique des travailleurs

(CUT) où se retrouvent les militants du PT — signaient un pacte social dont l'objectif était de limiter la hausse de l'inflation (et surtout des salaires !) à... 25% par mois.

Mais la faillite économique du PMDB n'est pas seule en cause. D'un certain point de vue, beaucoup plus grave fut l'intervention de l'armée, trois jours avant le scrutin, contre les sidérurgistes en grève de Volta Redonda : les militaires ont tiré sur les ouvriers occupant l'usine, faisant 3 morts et plusieurs dizaines de blessés. Cette opération a illustré de manière sanglante ce qu'est le pouvoir des forces armées tel que prévu dans la Constitution dont vient de se doter la Nouvelle République.

Donner aux militaires la responsabilité de "veiller au respect de la loi et au maintien de l'ordre intérieur" n'est pas un vain mot.

Une autre partie de bras de fer se joue aujourd'hui entre le gouvernement et les 45 000 ouvriers du pétrole qui sont en grève sur des questions salariales.

Le Président Sarney a demandé au Congrès de proclamer la grève illégale parce que touchant aux "intérêts nationaux". Si cette mesure est adoptée, elle lui permettrait — comme le prévoit toujours la Constitution — de procéder au licenciement des grévistes et à leur remplacement par d'autres ouvriers acceptant les conditions posées par l'Etat-patron.

Dans un an, en novembre 1989, auront lieu les premières élections présidentielles au suffrage universel depuis 1960. Le Parti des travailleurs sera présent avec la candidature de son président, "Lula".

GRANDE-BRETAGNE

Cinquante ans de IVE Internationale

PLUS DE 400 personnes se sont réunies au Conway Hall de Londres, le 11 novembre, pour célébrer le 50e anniversaire de la fondation de la IVE Internationale. Il s'agissait de la plus grande réunion organisée par *Socialist Outlook*, un journal britannique marxiste-révolutionnaire.

Plusieurs vétérans du mouvement étaient présents. Le premier orateur, Charlie van Gelderen, qui soutient activement *Socialist Outlook* avait participé, en 1938 à Paris, à la Conférence de fondation de la IVE Internationale.

Puis, Catherine Samary a parlé du phénomène Gorbatchev, un thème qui est pratiquement revenu dans toutes les interventions. Elle a souligné l'importance de l'appel lancé par les militants indépendants tchèques, pour un "Helsinki populaire" et la nécessité de discuter de l'élaboration d'une Charte européenne des droits démocratiques élémentaires.

Heather Dashner, l'une des principales dirigeantes du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) du Mexique, a retracé la lutte des femmes latino-américaines pour leurs droits élémentaires et les interactions de cette lutte avec l'expérience des autres femmes dans la IVE Internationale.

Le dernier intervenant fut Ernest Mandel, au nom du Secrétariat unifié de la IVE Internationale. Il a rappelé que la IVE Internationale avait été accusée de ne s'être constituée que sur la base d'un accord conjoncturel. En réalité, l'Internationale s'est basée sur une stratégie révolutionnaire sur le long terme. Comme pour celles qui l'ont précédée, le programme et les activités de la IVE Internationale sont l'expression des besoins du prolétariat mondial. ■

ISRAEL

Pétition pour Michel Warsawski

UNE PETITION, signée d'ores et déjà par plus d'une centaine de personnalités, circule en France pour demander l'arrêt des poursuites contre Michel Warsawski et le Centre d'information alternative dont le procès a été repoussé par le Tribunal au mois de février. Nous en reproduisons le texte ci-dessous :

Il y a un an, la police israélienne décidait de fermer l'agence de presse *Alternative Information center* qui s'occupait de diffuser dans le monde entier des informations sur les territoires occupés par Israël. Son principal responsable, Michel Warsawski, avait été arrêté et emprisonné. Une campagne de protestation internationale avait alors obligé le gouvernement à le remettre en liberté provisoire.

Le 19 octobre dernier, a commencé le procès de Michel Warsawski et du Centre d'information alternative qui sont accusés de "services rendus à une organisation interdite", "possession de documents écrits provenant d'une organisation interdite" et de "soutien à une organisation terroriste".

Ils risquent de fortes peines de prison et de fortes amendes.

Les soussignés, sans porter de jugement sur les positions de Michel Warshawski, remande la relaxe, l'arrêt des poursuites contre lui et le Centre d'information alternative.

Les signatures sont à faire parvenir à :

Christian Piquet
2, rue Richard Lenoir
93108 MONTREUIL

et les télégrammes de protestation au procureur de Jérusalem :

Uzi Hason - Jerusalem District
Prosecutor Yedidia Street
Jerusalem-ISRAEL

ETAT ESPAGNOL

Mobilisations contre la "Mili"

LE 13 NOVEMBRE dernier, dans les principales villes de l'Etat espagnol, des groupes d'objecteurs de conscience et des organisations pacifistes et antimilitaristes ont manifesté pour protester contre le service militaire et le service civil de substitution prévu par la loi espagnole sur l'objection et pour exprimer leur solidarité avec José manuel Fierro. Ce dernier est emprisonné pour avoir refusé d'effectuer son service militaire et le service de remplacement. José Manuel Fierro a été adopté par *Amnesty International* comme prisonnier de conscience. Ces mobilisations se faisaient à l'appel de la Commission anti-Otan, de l'Assemblée des femmes, des collectifs *Mili-KK* et des organisations d'extrême-gauche.

Dans l'Etat espagnol, les objecteurs de conscience doivent accomplir un service social de remplacement pendant 18 mois au lieu des 12 mois de *mili*.

Depuis le mois de mai dernier, le Conseil national de l'objection de conscience oblige les jeunes qui, par tirage au sort, doivent accomplir leur service militaire, à déclarer le motif de leur objection. Depuis lors, les demandes collectives des objecteurs de conscience ne sont plus admises.

C'est pourquoi les quelque 2 000 jeunes qui ont sollicité ce statut dans ce système, membres d'organisations comme le mouvement des objecteurs, *Mili-KK* ou la Commission anti-Otan, et désignés au sort, ont refusé leur incorporation militaire comme le service social de remplacement. ■



NICARAGUA

Cyclone Joan : un désastre écologique

LA DESTRUCTION, en quelques heures, de presque toute la forêt dense de l'Atlantique Sud qui a été prise de plein fouet par des vents de 300 km/heure, est une des conséquences irréversibles du cataclysme qui s'est abattu fin octobre sur le Nicaragua.

On estime que Joan a arraché rien moins qu'un million de mètres cubes d'arbres dans l'Atlantique Sud. Ces ravages se conjuguent à d'autres phénomènes non-moins graves comme la formation de courants de boue et de sédiments, la déviation de cours d'eau (dont les méandres qui ralentissent les eaux et donc l'érosion, ont disparu) et le lavage de la couche fertile d'une bonne partie des sols. C'est pourquoi les spécialistes pensent que l'on va assister à des modifications de la faune et de la flore.

"L'habitat de la faune vivant au sol ou dans les arbres a été transformé ou détruit — explique Xavier Lopez de la Direction des ressources naturelles (IRENA) — Leurs refuges et leur nourriture ont disparu. Certaines espèces aquatiques, qui sont des produits d'exportation importants pour l'économie nicaraguayenne, ont reçu un coup mortel. Leur milieu ambiant est pollué par des tonnes de sédiments arrachés aux parties hautes. La reproduction et l'alimentation des langoustes et des crevettes est désormais en péril".

D'autres espèces propres à l'écosystème tropical humide (écureuils, parresseux, rongeurs et primates) ont été également profondément affectées. Mais les scientifiques ont surtout deux préoccupations principales après le passage de Joan, le déboisement et l'état des sols. Comme le disent les habitants de la région, le triangle compris entre Bluefields, Karalawa et la Cruz de Rio Grande "semble être un autre pays" et présente le spectacle désolé d'un paradis dévasté par une explosion nucléaire. La disparition des 80 000 cocotiers de Corn Island et de la moitié des bananiers n'est qu'un détail dans un tableau beaucoup plus vaste : en effet, arbres, plantes et cultures ont été complètement arrachés tout au long de la route de l'ouragan, qui a traversé le Nicaragua de part en part.

Le désastre a frappé un pays qui connaissait déjà des problèmes écologiques. Il y a quelques années, l'incendie allumé par la Contra sur les 160 mille hectares de pins qui faisaient partie du projet forestier du nord-est à Slihma Lila, avait alerté les spécialistes quant aux conséquences de l'agression sur l'écosystème. Une étude récente de l'Université centro-américaine, analyse les effets en chaîne des opérations militaires sur la nature au Nicaragua.

Par exemple, le rayon d'action d'une grenade est de 200 mètres, espace dans lequel les éclats atteignent l'écorce des ar-

bres où ils ouvrent des plaies béantes propices au développement des champignons et des bactéries. Pour l'atterrissage des hélicoptères, il faut dégager un cercle de 60 mètres de diamètre. Quant aux tranchées de protection individuelle, elles nécessitent le déblayage de 1,5 mètre de terre. A cela s'ajoutent la pêche à la grenade et la chasse effrénée aux iguanes et aux singes pour assurer la survie des combattants.

Selon les scientifiques, dans certaines régions, les dégâts infligés aux sols sont graves et les conséquences sur la production se feront sentir à moyen terme. ■

HONGRIE

Le parlement ratifie le projet de Nagymaros

PAR 317 VOIX POUR, 19 contre et 31 abstentions, l'Assemblée nationale hongroise a décidé, le 7 octobre, de se plier à la recommandation gouvernementale et de ratifier la poursuite du projet de construction d'un barrage sur le Danube et d'une centrale hydro-électrique à Nagymaros. Elle n'a donc pas tenu compte de l'opposition massive de la population à ce projet et des manifestations écologistes qui se sont déroulées au mois de septembre (voir dans *Inprecor* numéro 273 du 3/10/1988). Ce vote est intervenu une semaine après le Plénum du Comité central du Parti socialiste ouvrier de Hongrie (PSOH) où les conservateurs se sont plaints qu'il y avait trop de réformes, et trop vite.

Rezso Nyers, le père de la réforme économique et membre du Bureau politique, s'est abstenu sur le vote en déclarant que le pays n'avait pas les moyens financiers de prendre en charge ce projet. Le ministre de la Protection de l'environnement et de l'aménagement des eaux a déclaré que l'Autriche financerait 18,5 milliards de forint (1 For = 0,12 FF) et qu'il resterait encore à financer 28 milliards. Mais l'opposition estime, quant à elle, que le coût total du projet s'élèverait plutôt à 150 milliards.

Dans un rapport remis au gouvernement, l'Académie des sciences de Hongrie a qualifié le projet de hasardeux sur le plan économique et écologique et a recommandé de l'arrêter immédiatement. ■

Erratum

Le titre du document du premier congrès du Parti socialiste polonais a été malencontreusement changé dans *Inprecor* numéro 276 du 14 novembre 1988.

L'intitulé original est "La révolution démocratique" et non la "république démocratique". Comme nous l'avons mis. Nous prions nos lecteurs — et le PPS — de nous en excuser. ■